



L'Aube épine

SOMMAIRE

Lancement de l'Aube épine

Auto-médias

CANADA - ETATS UNIS

Serpents D'acier, Gaz De Schiste Et Genocide: L'explosion du réseau de pipelines en Amérique du Nord

QUEBEC

Plan Nord, Plan Mort? Pas encore!

...Brèves... "Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend"

ECUADOR: Au Nom du Fioul

La XI Ronda Petrolera, ou comment transformer une forêt primaire en désert insalubre et dépeuplé. Résistances.

GUATEMALA - Crions Victoire A La Gueule Du Monstre Monsanto

Brèves... Libération Animale!

ETATS UNIS - Neuf points sur pourquoi il est nécessaire de tout bloquer

4e de couverture: enregistrements audios et traductions du procès de Niccolo, Chiara, Claudio et Mattia disponibles sur

enregistrements audios (italien): <http://www.autistici.org/macerie/?p=30869>

français: <http://fr.contrainfo.espiv.net/2014/09/27/italie-prisonnier-e-s-no-tav-chiara-claudio-mattia-et-niccolo-revendiquent-le-sabotage-du-chantier-de-chiomonte/>

Lancement de *L'Aube épine*

Le capitalisme a toujours cherché de nouveaux territoires à piller ou à aménager. Pour assouvir sa soif insatiable de ressources, l'industrie est prête à utiliser tous les moyens. Car il est indispensable pour elle de produire toujours plus, d'augmenter sa capacité énergétique, de développer les flux de marchandises, d'exploiter encore davantage les terres, les mers et les êtres... Son impérialisme nous condamne à un monde pauvre et uniforme, tant à l'échelle des sociétés humaines qu'à celle des milieux naturels. Les dirigeants politiques, complices ou acteurs de cette destruction, menacent ceux qui s'y opposent à la prison ou à la mort. Depuis leurs palais, ils cautionnent voire organisent le génocide de nombreux peuples dont l'existence est intimement liée à leur milieu environnemental. Mais, partout ou presque, une partie du peuple prend conscience de l'avenir qu'ils nous préparent. Ces dernières années, des révoltes de grande ampleur ont secoué nombre de pays. De France, il paraît difficile d'être optimiste, à l'heure où le fascisme progresse, quand la répression policière et judiciaire s'amplifie... Mais, à l'échelle de la planète, les expériences de lutte et d'autogestion se multiplient, et c'est un phénomène qui va en s'amplifiant. Il nous faut lier entre elles ces expériences, les partager et les diffuser. C'est l'objectif de cette revue. Faire connaître les luttes à travers le monde, exploiter la complémentarité de nos moyens d'action et d'expression et provoquer des explosions de solidarité.

Vous trouverez le numéro fondateur de *L'Aube épine* dirigé vers les luttes en défense de la Terre. Sciemment, nous avons tourné nos recherches et nos sollicitations vers ces luttes car c'est d'abord ce qui nous semble le plus fédérateur. Bien qu'une majorité n'en ait pas conscience, chacun est concerné au plus profond de lui même par les attaques qui sont menées contre les écosystèmes et la biodiversité. Ce sont donc des luttes qui rassemblent différentes pensées, différents mode d'action, différentes espérances. Et loin de diviser ces luttes, la diversité amplifie la puissance qui les anime. Parce que, par exemple, les luttes environnementales étaient auparavant toujours et presque uniquement teintées de non violence. Nous avons déjà constaté, notamment sur les ZAD, que l'action et la résistance violentes peuvent s'unir à la non violence désobéissante de manière décisive.

En diffusant les espérances que chaque lutte nous procure, il nous semble également clair que des liens vont se créer. Qu'une solidarité encore plus large peut naître entre ceux qui combattent l'impérialisme. Que des personnes sensibles mais encore hors d'état de nuire au capitalisme pourraient se mettre en mouvement si ils prenaient conscience de leurs possibilités.

Dans ce sens, *L'Aube épine* a vocation à être traduite en un maximum de langues. Sentez vous libre de la diffuser comme vous l'entendez et de la traduire en quelle langue que ce soit. Pas de copyright, cela va de soi.

De même, ce numéro ne doit pas rester le seul. Nous cherchons des gens pour écrire, dessiner, créer dans un numéro à venir. Nous cherchons également des gens pour témoigner d'une lutte ou d'une bataille qu'ils auraient vécu, ou pour entretenir un lien de

correspondance avec un lieu en lutte.

L'Aube épine n'a pas non plus vocation à se limiter à une revue. Dans un avenir plus ou moins proche, nous souhaiterions lancer des initiatives en terme d'auto-media sous des formes écrites, sonores et vidéos. Nous travaillons d'ores et déjà à mettre en place des solidarités concrètes entre les différents pays et continents.

Ecrivez nous, rejoignez nous!! Pour entrer en contact ou nous transmettre ce que vous souhaitez en terme d'infos, d'articles ou de traductions:

laubepine@riseup.net

Embrassades à toutes les personnes qui luttent et qui lutteront dans l'avenir.

Soyons sauvages.

AUTO - MEDIAS

INTERNATIONAL

Contra Info

<http://contrainfo.espiv.net/>

Indymedia

Nantes <https://nantes.indymedia.org/>

Argentina <http://argentina.indymedia.org/>

Athènes <https://athens.indymedia.org/>

Brésil <http://www.midiaindependente.org/>

Squat.net

<http://planet.squat.net/>

Anarchistnews.org

325.nostate.net

Anarkismo.net

<http://www.anarkismo.net/>

Croix Noire Anarchiste / Black Cross Federation

collectifs de soutien aux camarades incarcérés

<http://www.abcf.net/>

Péninsule Ibérique <http://www.nodo50.org/cna/>

Brésil <http://cnario.noblogs.org/>

Bogota <http://cruznegrabogota.blogspot.fr/>

Marseille <http://www.anarchistblackcross-mars.antifa-net.fr/>

Mexico <http://www.abajolosmuros.org/>

New York <https://www.facebook.com/nycabc>

FRANCE - BELGIQUE - SUISSE

Le Jura Libertaire

<http://juralib.noblogs.org/>

AMERICA LATINA

Contra Informaté

<https://contrainformateblog.wordpress.com/>

Le Chat Noir émeutier

<https://lechatnoiremeutier.noblogs.org/>

Instito Salvaje

<http://instintosalvaje.noblogs.org/>

Non Fides

<http://www.non-fides.fr/>

BOLIVIA

Territorios en Resistencia

<http://www.territoriosenresistencia.org/>

Urgence notre police assassine

<http://www.urgence-notre-police-assassine.fr/>

BRESIL

CLAPA (Colectivo Libertario de Apoio aos Povos

Amerindios)

clapa.noblogs.org

L'Envolée (contre les prisons)

<http://lenvolee.net/>

Reporterre

<http://www.reporterre.net/>

Cumplicidade

<http://cumplicidade.noblogs.org/>

Brèves du désordre

<http://cettesemaine.info/breves/>

ITALIE

Informa-Azione

<https://www.informa-azione.info/>

CHILE

Revolucion Anarquista

<http://revolucionanarquista.cl/>

GRECE

From the Greek streets (anglais)

<http://blog.occupiedlondon.org/>

QUEBEC

Anarchie Verte

<http://anarchieverte.ch40s.net/>

ESPAGNE

Nodo50.org

<http://info.nodo50.org/>

Anti-développement

<https://antidev.wordpress.com/>

CRAP Coalition contre la répression et les abus Tartoteca policiers

<http://www.lacrap.org/>

<http://tarcoteca.blogspot.fr/>

SERPENTS D'ACIER, GAZ DE SCHISTE ET GENOCIDE

L'explosion du réseau de pipelines en Amérique du Nord

Tar Sands signifie, en français, « sables bitumineux ». Il s'agit d'un espace dont le sol est une terre composée de sable, d'argile et de pétrole. En Alberta, les Tar Sands d'Athabasca s'étendent sur 141000 kilomètres carrés.

Le processus d'extraction du pétrole des tar sands consiste à faire surchauffer les sables récoltés dans de grandes « cuisinières » pour faire couler le pétrole. Ainsi, pour chaque baril de pétrole produit, 4 ou 5 barils d'eau sont nécessaires. L'eau est puisée dans la rivière Athabasca voisine, et les eaux usées sont ensuite rejetées dans des bassins de décantation très proches de la rivière, ce qui implique une raréfaction et une pollution inévitable des réserves d'eau potable naturelles des communautés indigènes des peuples Dene, Cree et Métis qui vivent à proximité.

Au préalable, l'extraction implique une déforestation incessante qui menace les écosystèmes et contraint les espèces animales à un exode. La forêt boréale est un ensemble complexe d'êtres vivants, depuis la tourbière qui représente un des sols les plus riches en biodiversité de la planète, jusqu'aux grands conifères aux pouvoirs curatifs. La déforestation pour l'exploitation des tar sands de l'Athabasca est considérée comme la seconde plus importante de la planète après celle de la forêt amazonienne. « En perturbant l'équilibre naturel, en empoisonnant le milieu naturel, et en volant nos terres autant que nos façons de vivre, le tar sands est une machine insidieuse de génocide »¹.



La déforestation des forêts boréales: avant, pendant, après...

Les sables bitumineux sont acheminés dans des villes-raffineries où mugissent les cheminées, crachant les vapeurs polluantes qui s'échappent du bitume surchauffé. L'exploitation du tar sand rejette trois fois plus de Co2 que l'extraction habituelle du pétrole. En rejets matériels, cette industrie a généré 8 milliard de tonnes de sable gaspillé et un milliard de mètres cube d'eaux usées.

¹ <http://reclaimturtleisland.com/tar-sands/deforestation/>

En février 2009, l'entreprise Syncrude a été accusée de déversement de substances nocives dans des bassins de décantation utilisés pour la production des sables bitumineux au nord de Fort McMurray. Cela a eu pour conséquence de tuer près de 500 canards. Une étude de 2010 a montré que l'eau passant près des complexes industriels contenait de hautes doses d'arsenic, de plomb et de mercure et d'autres toxines. Il n'est pas rare de trouver des poissons mal-formés dans les rivières ou les bassins dont l'eau a coulé à proximité des zones d'extractions.²

« La rivière était habituellement bleue. Là, elle est marron. Personne ne peut pêcher, ou boire de l'eau en provenant. L'air est mauvais. », raconte Elsie Fabian, 63 ans, membre d'une communauté d'indigènes qui vit au bord de l'Athabasca. Ceci dit, les autochtones continuent à subsister essentiellement grâce à la pêche et la chasse, à 80% pour ceux de Fort Chipewyan par exemple, simplement parce qu'ils n'ont pas les moyens de faire autrement.



Après une fuite de 2000 barils, en mars 2013, l'entreprise exploitante Suncor Energy affirma qu'il n'y avait pas eu d'impact nuisible sur la vie aquatique. Pourtant, la pollution peut se voir et se sentir à 100 miles des sables bitumineux. La pollution provoque cancers, problèmes respiratoires ou de peau et maladies cardiovasculaire dans les communautés alentours. Mais le gouvernement sape les recherches et muselle les médecins qui tentent de montrer le lien entre l'exploitation du pétrole et les maladies.³ Pourtant, à Fort Chipewyan, ville située sur l'embouchure de l'Athabasca, à 200 kilomètres des tar sands, le pourcentage de certains cancers est 8 fois plus élevé que dans le reste de l'Alberta.

2 <http://www.pnas.org/content/107/37/16178.long>
<http://www.pnas.org/content/110/5/1761.full.pdf+html>

3 http://www.nationalreviewofmedicine.com/issue/2007/03_30/4_policy_politics1_6.html
<http://www.desmogblog.com/2012/11/08/stephen-harper-hates-science-federal-government-muzzles-scientists-protect-tar-sands-reputation>

Un autre problème majeur entre en compte, social celui là, tant pour les travailleurs des tar sands que pour les populations locales. Les entreprises extractivistes font appel à des hommes et des femmes qui pour la plupart viennent d'autres régions d'Amérique du Nord. Ils sont soumis à un contrôle permanent, au sein de camps où le travail est « le focus de l'existence ». Les camps sont composés d'environ 1500 à 2500 hommes, pour quelques dizaines de femmes, tassés dans des bungalows qui logent de 30 à 50 travailleurs-euses. Ils-Elles travaillent souvent 6 semaines d'affilée avant d'avoir deux semaines de congés et de rentrer chez eux-elles. L'ambiance dans le camp est négligée, délétère. « Une société définie par le travail et la routine », où les relations humaines sont réduites au plus insignifiant, les loisirs, inexistantes. « La vie est quelque chose qui vous arrive lorsque vous êtes loin du camp ». La vie nocturne, dans les villes les plus proches, est marquée par les bagarres de bars et les concours de celui qui dépense le plus au strip club ou au casino. Une véritable « fête de la testostérone » où le sexisme est la norme.⁴



Vue partielle d'un camp de travail proche de Fort Mc Murray

A Fort Mc Murray, ville située au Nord Ouest des tar sands, sur la rivière Athabasca, l'exploitation provoque la venue en masse de travailleurs qui, après une semaine de travail dans ces conditions difficiles et dangereuses, regagnent les villes pour se défoncer, provoquant violences, viols, exploitation sexuelle. Il va de soit qu'une telle masse de travailleurs-esclaves, libérée dans les villes après une semaine dans ce cadre inhumain, peut provoquer l'effondrement social d'une petite ville. Des jeunes se prostituent dès 11 ans pour pouvoir se loger ou se droguer. Un marché officieux mais toléré par les autorités se développe, certains se faisant même maquereaux en emmenant les femmes directement dans les camps.⁵

Ainsi, le manque d'eau, la pollution aquatique, atmosphérique et terrestre générées par l'exploitation du tar sands et les maladies qu'elles provoquent, couplées aux problèmes sociaux,

⁴ Le témoignage complet de Lindsay Bird, qui a vécu dans un camp de travail des tar sands (anglais) : <http://oilsandstruth.org/working-full-time-work-camps-fort-mcmurray>

⁵ <http://oilsandstruth.org/fort-mcmurray-teens-swapping-sexual-favours-shelter>

posent en réalité un problème de droit à l'existence des peuples indigènes face à l'industrie pétrolière. Pour ceux-elles qui ont protégé leurs territoires naturels depuis des millénaires et qui sont totalement interdépendant-e-s de leur milieu environnemental, détruire de cette manière leur écosystème relève du génocide.

« Si nous n'avons pas de terre, et si nous n'avons nulle part où porter nos styles de vie traditionnels, nous perdons qui nous sommes en temps que personnes. Alors, si il n'y a pas de terre, c'est comme provoquer, dans notre conception des choses, le génocide de tout un peuple », juge George Poitras, de la Première Nation de Mikisew Cree.



Vue aérienne d'une partie des tar sands d'Alberta

En 2006, 2000 km carrés de tar sands étaient exploités, agrandis à 3400 km carrés par un projet lancé en 2008. La limitation actuelle de 2,7 millions de barils de pétrole par jour a vocation à être amenée à 6 millions en 2030. Ce projet, qui est considéré comme ses opposants comme le projet le plus polluant jamais pensé par l'être humain, est guidé par les gouvernements de l'Alberta et du Canada, est développé par les entreprises Exxon-Mobil, Shell, Syncrude Canada, Total, Koch, Petro-Canada et Suncor Energy.

La plupart du pétrole extrait des tar sands descend vers les Etats Unis. L'apport du pétrole de l'Alberta fourni ainsi 25% de la consommation quotidienne du gourmand voisin. Ceci implique l'installation de nombreux pipelines, notamment le **KEYSTONE** qui existe déjà et traverse les deux Dakota pour parvenir jusqu'aux raffineries de Chicago (Illinois), et son extension **KEYSTONE XL** qui prévoit une extension au sud pour parvenir jusqu'au golfe du Mexique via le Texas.

Le reste de la production des tar sands a vocation à être exportée par bateau dans le Pacifique, ce qui implique les projets de pipeline **KINDER MORGAN TRANSMOUNTAIN** vers Vancouver, ainsi que toute une série de pipeline à travers la Colombie britannique, dont **ENBRIDGE NOTHERN PIPELINE** et les **PACIFIC TRAIL PIPELINES**. Côté Atlantique, le pipeline **ENERGY EAST**, dont la dernière partie reste à construire au Québec et au Nouveau Brunswick, permettra d'ouvrir le marché des tar sands à l'Europe.⁶



THE TAR SANDS PIPELINE BOOM

Industry has announced the intention to build more than 10,000 miles of pipelines at a cost of almost \$40 billion over the next five years to send an additional 3.1 million barrels a day of crude oil from Canada's oil sands to global markets.

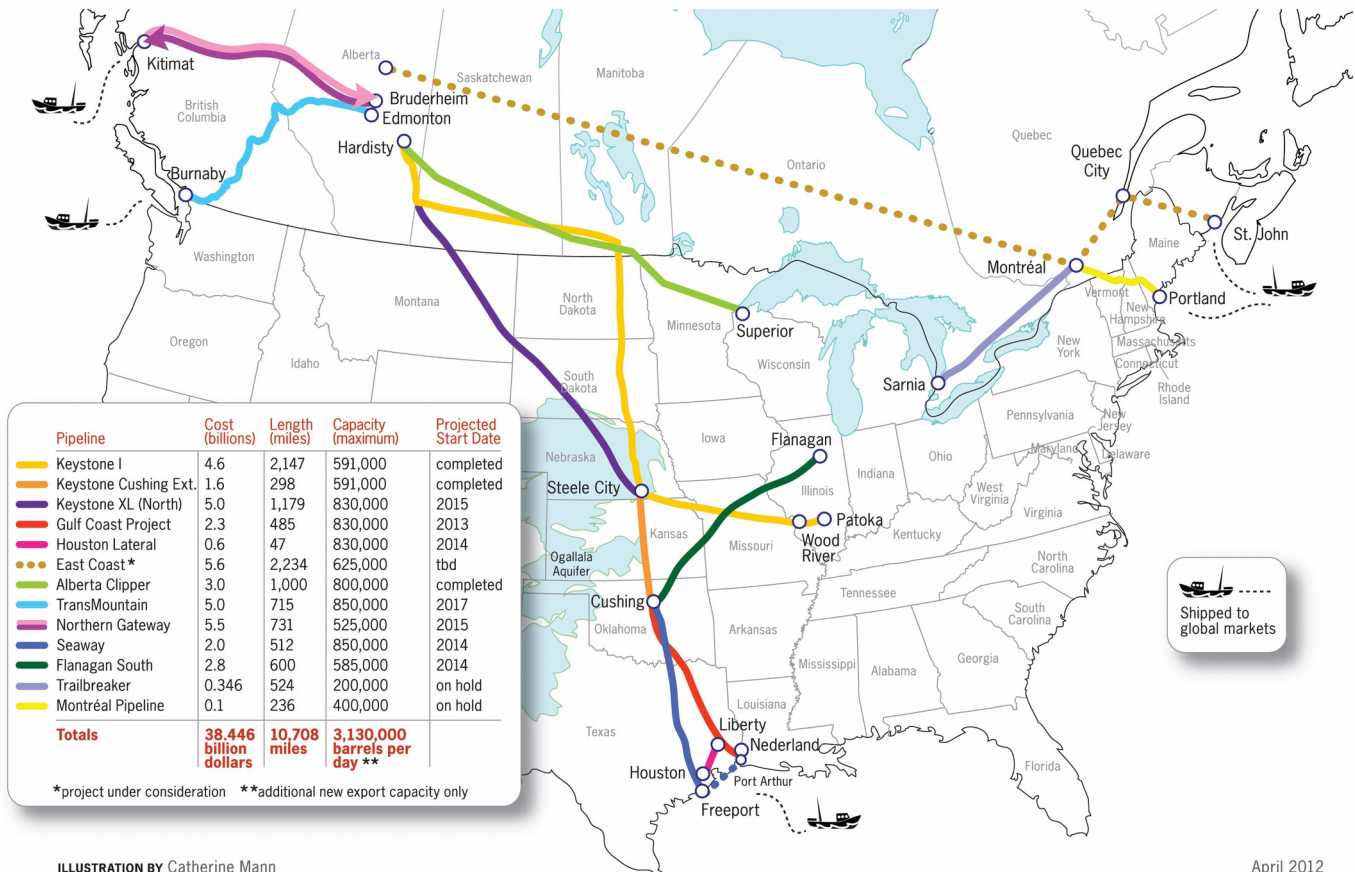


ILLUSTRATION BY Catherine Mann

April 2012

Carte des différents projets de pipelines depuis les tar sands
 En légende: Coût (milliards); longueur (miles); capacité (barils); date de fin de travaux.

L'enjeu de la multiplication des pipelines est pour les compagnies pétrolières de pouvoir transporter davantage de pétrole des tar sands, et de pouvoir l'exporter sur trois mers: pacifique, atlantique, et caraïbes. Mais le vice est à double sens: il leur permettra plus tard de justifier une augmentation de la production dans les tar sands, voire le démarrage de nouveaux forages ailleurs, au prétexte que leurs pipelines ne marchent pas à plein régime. Et ainsi de suite...

6 Pour une liste complète des projets de pipelines à travers l'Amérique du Nord, avec compagnie exploitante, capacité, longueur, coût, et statut en 2012 (attention, les dates de futures mises en services ne sont plus valables, presque tous les projets ayant été retardés):

<http://insideclimatenews.org/news/20120430/exclusive-map-tar-sands-pipeline-boom>



Pipeline à 20 km au nord de Zama City, Alberta.

Aux tar sands et aux pipelines, il faut ajouter les sites d'extraction du gaz de schiste, qui impliquent de nouveaux pipelines, les gazoducs, et l'installation de terminaux, notamment maritimes. On les appelle gazoducs et terminaux LNG, pour *Liquefied Natural Gas*.



Exemple de complexe LNG

Plus de 130 Premières Nations dont le territoire se trouve sur le trajet de l'un des pipelines ou à l'emplacement d'un projet d'infrastructure ont signé une loi indienne qui bannit la construction de pipeline pour le pétrole des sables bitumineux. Nombreuses sont celles qui, de la Colombie britannique au Québec, s'organisent pour s'opposer physiquement à ces projets.

Plus d'infos: anglais: <http://canadiandimension.com/articles/1760>

français: <http://www.alternativelibertaire.org/?Sables-bitumineux-Un-desastre>

Colombie britannique
ENBRIDGE NOTHERN PIPELINE / PACIFIC TRAIL PIPELINES
GAZODUCS ET TERMINAUX LNG

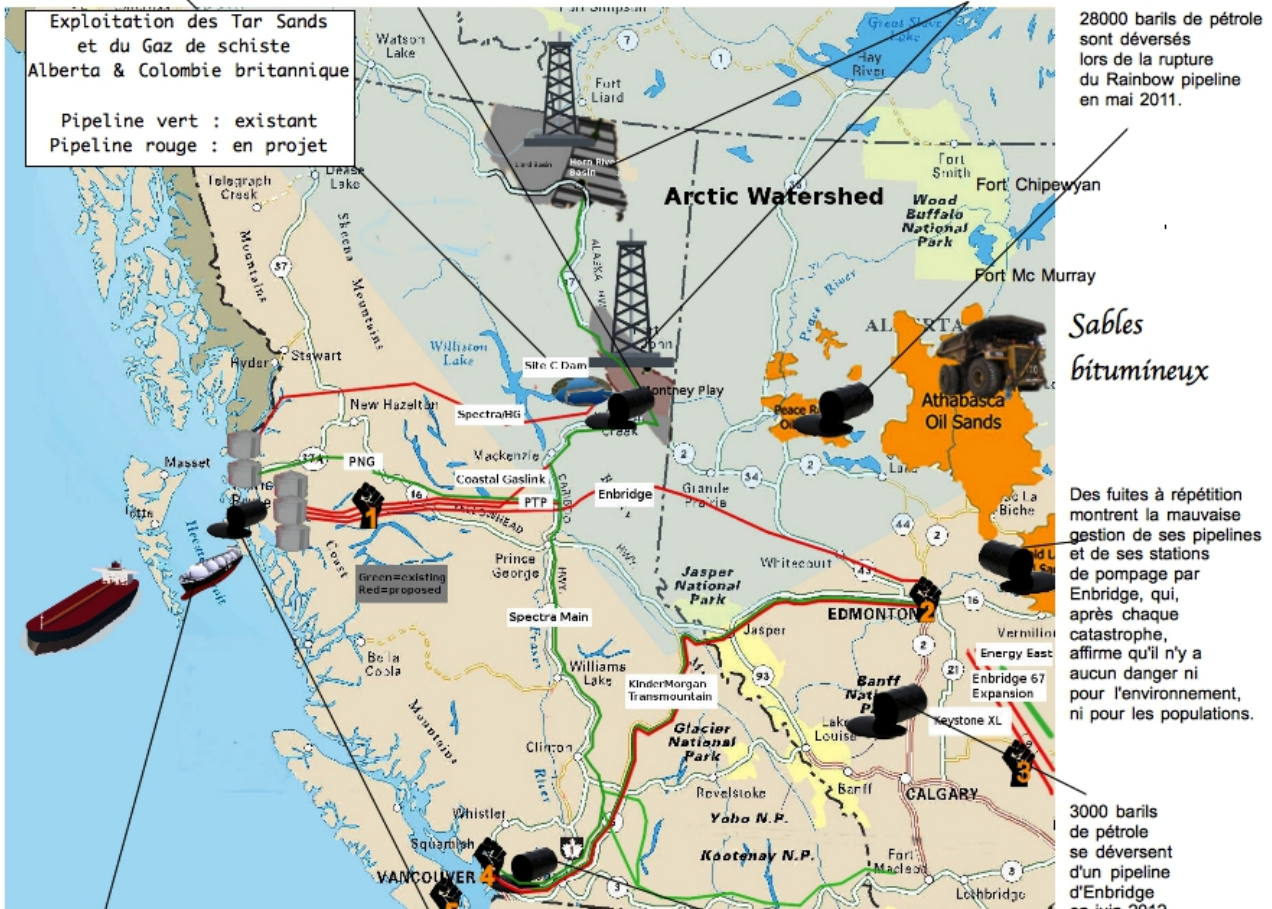
CARTE DES GRANDS PROJETS NUISIBLES
ALBERTA & COLOMBIE BRITANNIQUE

Peace River et Liard Basin : Pétrole et gaz de schiste

Site C dam :
 Projet de barrage hydroélectrique visant à fournir l'électricité aux futures installations d'extraction. Ouverture prévue en 2020.
http://en.wikipedia.org/wiki/Site_C_dam

En 2000, la ville de Chetwynd reste privée d'eau potable pendant un long moment après que sa rivière ait été contaminée par du pétrole suite à la rupture d'un pipeline. L'entreprise était dans l'incapacité de nettoyer.

Sites d'extraction de gaz de schiste, par fracturation hydraulique, c'est à dire en injectant eau, sable et produits chimiques dans la roche pour la faire éclater et libérer du gaz. Cela engendre pollution des sols et de l'eau, gaspillage de milliards de tonnes d'eau potable, déforestation, mise en place de mines de sables elles mêmes polluantes et destructrices, conditions de travail et de vie déplorables... Vidéo explicative du fracking : <https://www.youtube.com/watch?v=Uti2niW2BRA> Video-repaortage (anglais) : <https://www.youtube.com/watch?v=iEHZ8SSfJJs#t=384> Voir le rapport Fracking up our water, Hydro power and Climate



Exploitation des Tar Sands et du Gaz de schiste Alberta & Colombie britannique
 Pipeline vert : existant
 Pipeline rouge : en projet

28000 barils de pétrole sont déversés lors de la rupture du Rainbow pipeline en mai 2011.

Sables bitumineux

Des fuites à répétition montrent la mauvaise gestion de ses pipelines et de ses stations de pompage par Enbridge, qui, après chaque catastrophe, affirme qu'il n'y a aucun danger ni pour l'environnement, ni pour les populations.

3000 barils de pétrole se déversent d'un pipeline d'Enbridge en juin 2012.

Cargos LNG (Liquefied Natural Gas) ou méthanier en français. Navires de transport de gaz naturel, procédé extrêmement polluant, puisqu'il faut refroidir le gaz à -160 degrés et qu'une partie du gaz s'échappe dans l'atmosphère pendant le transport. 60 à 95% du gaz transporté est du méthane, l'un des gazs les plus nocifs pour la vie.

Des tâches de pétrole lourd sont repérées dans la mer régulièrement, comme en mai 2012. Les communautés de la nation Gitga'at les dénoncent sans cesse mais les gardes côtes s'en foutent, prétextant qu'il n'est pas possible de nettoyer

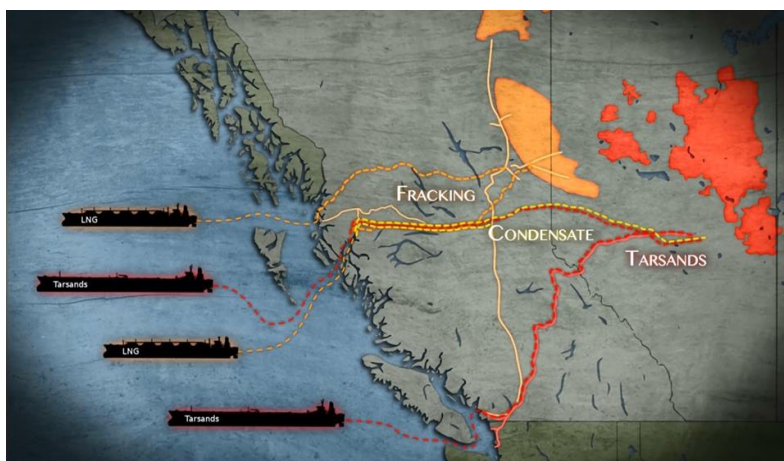
Kinder Morgan Transmountain Pipeline 2007 : Déversement de 240000 litres. Trois compagnies ont été condamnées en 2011. 2009 : Déversement de 200000 litres. 2012 : De nombreuses tâches d'huiles sont observées à proximité du pipeline.

* 1 baril de pétrole = 159 litres environ

La zone bleutée sur la carte (Arctic Watershed) correspond à la zone qui compose le bassin fluvial de l'océan Arctique. Les quatre rivières les plus importantes de cette zone sont la Peace, l'Athabasca, la Makenzie et la Liard. Sièges de l'exploitation pétrolière et de gaz de schiste, ces rivières charrient eaux usées, produits chimiques, voire pétrole brut vers l'océan, menaçant l'écosystème arctique encore épargné. Pesticides, insecticides, métaux lourds, produits chimiques industriels, radioactivité, des enquêtes montrent que l'Arctique est déjà contaminé : <http://www.carc.org/pubs/v18no3/1.htm> http://www.bluevoice.org/news_toxicarctic.php

Entre les Tar Sands de l'Alberta et le Pacifique, de très nombreux projets sont développés par les compagnies d'extraction. Outre les pipelines, les entreprises veulent multiplier les gazoducs qui desservent les zones d'extraction du gaz de schiste. Sur la côte elle-même, ce sont les installations portuaires qui menacent de se multiplier. Mais les populations locales sont déterminées et les entreprises peinent à faire progresser leurs projets. Certaines ont déjà abandonné.

Les communautés indigènes du Wet'suwet'en ont dressé dès 2009 l'Unist'ot'en Camp pour s'opposer à toute activité de construction de pipeline concernant l'extraction pétrolière et de gaz de schiste. Ils s'opposent à 7 pipelines destinés à acheminer le pétrole des tar sands, ainsi que le gaz de schiste du Horn River Basin.



Carte simplifiée des réseaux de pipeline/LNG. En orange, le gaz de schiste, en rouge, les tar sands

Au départ, une poignée d'individus de différentes communautés ont bloqué les routes pour protester contre l'intrusion des entreprises dans les territoires indigènes. En 2010, ils entamèrent la construction d'une cabane directement sur le trajet prévu de l'oléoduc. Elle fut achevée en juin 2012 comme habitat permanent et de nombreuses personnes rejoignirent alors, apportant avec eux leurs projets de construction. Dès la première année sont organisés des Camp d'action annuels avec des ateliers tels que « Entraînement à l'action directe », « Processus de décolonisation », « Médecine », « Culture amérindienne ».



Construction de cabanes à l'Unist'ot'en Camp

Outre la tenue du camp pour bloquer les travaux, les routes et tout le territoire est surveillé et fermé aux travailleurs des entreprises pétrolières. Le 22 juillet dernier, les habitants du camp Unist'ot'en ont expulsé des travailleurs de la TransCanada venus en hélicoptère, qui repéraient pour le Coastal Gaslink Pipeline. Pour l'instant, aucune violence n'a été nécessaire pour

empêcher les entreprises ou les chiens de l'état d'entrer. Mais le combat ne se cantonne pas à la Colombie britannique. Des rassemblements opposés aux grands projets nuisibles ont eu lieu, plusieurs fois chaque année dans les grandes villes de la région. Une fois par an, un jour d'action anti-Chevron à l'échelle internationale donne lieu au blocage de leurs pompes à essence et à d'autres actions.



C'est aussi une bataille contre les conseils de bande, interlocuteurs privilégiés du gouvernement qui sont censés représenter les peuples, mais qui sont en fait choisis par le gouvernement et corrompus. Ils signent des accords sans avoir le pouvoir de fait ni la légitimité de décider le contenu de ces accords. La Cour suprême canadienne a d'ailleurs rendu un jugement pour affirmer que les conseils de clans n'ont en aucun cas le droit de donner leur aval à la réalisation de projets sur le territoire Unist'ot'en.

« Les Grassroots Wet'suwet'en n'agissent pas depuis une salle de conférence où depuis une société, ils marchent et respirent leurs lois avec une puissance et un lien indestructible avec la terre. Les Grassroots du Wet'suwet'en sont médecins, guerriers, aînés, chasseurs, pêcheurs, gardiens de la connaissance et sont entraînés par leur culture. Ils ont un grand potentiel pour renverser les impacts de la colonisation et éradiquer la pauvreté sociale et spirituelle qui en résulte en continuant à montrer aux prochaines générations comment marcher avec leurs lois. »



À l'entrée de l'Unist'ot'en Camp.

Le 17 juin 2014, le gouvernement fédéral du premier ministre Harper approuve le projet du Northern Gateway Pipeline. Unist'ot'en leur envoie un message video⁷. Freda Huson, porte parole du camp :

« Harper est illégal. Le Canada est illégal. Le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial sont illégaux car ils n'ont pas de juridiction sur nos territoires.

Nous n'avons jamais signé aucun traité, ces terres ne sont pas cédées⁸. [...] Vous pouvez venir

⁷ <http://unistotencamp.com/?p=950#more-950>

⁸ En Colombie britannique, les terres indigènes n'ont jamais appartenu à l'Etat. Une proclamation royale anglaise de 1767

avec des équipements ici, ils nous appartiendront, et vous repartirez en marchant. [...] Nous sommes relativement nombreux à travers le Canada, le nombre d'indigènes est probablement plus élevé que le nombre de colons, et vous pouvez être sûrs que si il y a un soulèvement dans une communauté – particulièrement contre un énorme projet qui impact le monde entier à travers le réchauffement global – vous allez avoir un grand nombre de gens énervés. »

Togeshtiy, le chef du clan, prévient : « Il y a des gens qui montent voir ce qu'il se passe au camp tous les jours, notre nombre grossit. Cette guerre est loin d'être terminée et nous la gagnerons. Nous la gagnerons de manière décisive. » Et fin juillet, première victoire, lorsque l'entreprise étasunienne Apache a annoncé son retrait du projet d'un terminal de gaz naturel LNG à Kilimat, qui devait être approvisionné par le futur Pacific Trails Pipeline. Chevron reste seule sur le projet et s'inquiète de devoir trouver une nouvelle entreprise pour que le projet reste réalisable. Mais les travaux du Pipeline Northern Embrige ont débuté dans les zones non occupées.



A l'ouest du territoire des Wet'suwet'en, la nation Gitksan mène aussi de nombreuses actions pour empêcher l'avancée des entreprises comme Enbridge. En 2011 et 2012, ce peuple a mené un blocage de plus de six mois qui empêcha l'entreprise de faire ses repérages, au moment où elle voulait prendre de court les populations. Dans la forêt de Suskwa, le camp Madii 'Lii se construit depuis la fin août 2014 contre le pipeline Prince Rupert Gas Transmission, gazoduc de la compagnie TransCanada qui s'étendra sur 900 km entre les sites d'extraction du gaz de schiste, et un terminal LNG situé sur l'estuaire de la Skeena, en plein milieu d'un milieu naturel riche en espèces vivantes. 7 peuples autochtones vivent sur le trajet du futur gazoduc, et une espèce de saumon serait menacée d'extinction si le projet allait à son terme.

impose la signature de traités avec les indigènes avant de pouvoir les coloniser. Cela a été fait ailleurs au Canada, mais pas en Colombie britannique.



Carte de l'estuaire de la Skeena River, et projet du terminal LNG qui doit s'y implanter

En outre, la nation Gitxsan craint que la construction de telles infrastructures ouvre la porte à l'exploitation du gaz de schiste dans leur région⁹. Le 8 septembre, les routes ont été fermées et furent contrôlées par les opposants, qui ont déclaré la zone « fermée de manière permanente au développement des pipelines LNG et de tout autre activité industrielle non autorisée ». De nombreux blocages ont lieu depuis, le dernier le 7 décembre dernier¹⁰. Pour preuve que le doute est maintenant du côté du gouvernement, les chefs de la nation Gitxsan ont reçu au cours de l'été 2014, une offre de 14 millions de dollars accompagnée de quelques promesses de consultation et de bienveillance, proposées contre l'arrêt de leur lutte.



Gitxsan Camp

⁹ Pourquoi nous sommes opposés au Pipelines et Terminaux LNG, du Madii 'Lii Camp:

<http://www.madiilii.com/#!/lng/c1pr6>

¹⁰ Voir <https://warriorpublications.wordpress.com/2014/12/07/gitxsan-chiefs-blockade-highway-to-protest-governments-lng-project-approvals/>

De nombreux autres peuples s'opposent aux grands projets en Colombie britannique. Plus au nord, sur la source de cette même Skeena River, c'est le peuple Tahltan qui occupe un terrain et en bloque les accès depuis 2004 pour empêcher la construction par Shell – Royal Dutch d'infrastructures pour l'extraction du méthane. Ils ont réussi à obtenir un moratoire de 4 ans durant lesquels Shell n'avait pas le droit de commencer les travaux. Le moratoire est achevé mais les travaux n'ont toujours pas été entamés. Ils ont occupé le site d'une plateforme de forage fin septembre.

Enfin, à Kilimat même, la population s'est prononcée en référendum à 58% contre le terminal LNG, ce qui a poussé la municipalité à s'opposer clairement au projet. Rien n'est encore fait.

Bien évidemment, plus la résistance grandit, plus l'état dresse un arsenal juridique contre ses opposants. Le premier ministre Stephen Harper travaillait en février 2015 à la loi C-51, qui intégrera les luttes contre des infrastructures "vitales pour l'économie" dans le cadre pénal de "l'anti-terrorisme".

NO MORE PIPELINES - Base de donnée générale

<http://www.nomorepipelines.ca/index.html>

UNIST'TO'TEN CAMP

<http://unistotencamp.com/>

<http://unistotencamp.com/?p=991>

Note: le site de l'Unist'ot'en Camp a été fermé tout récemment. Nous laissons les liens en espérant qu'il reverra bientôt le jour..

MADII 'LII CAMP

<http://www.madiiii.com/>

camp.madiiii@gmail.com

SKEENA WATERSHED

<http://skeenawatershed.com/>



Vancouver

KINDER MORGAN TRANSMOUNTAIN



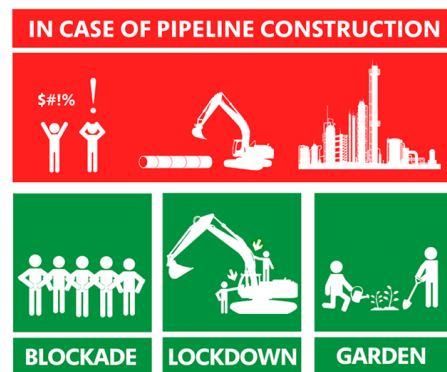
A Vancouver, les opposants s'organisent et mènent des actions régulièrement, notamment à travers le collectif [Rising Tide Vancouver Coast Salish Territories](#).

Il se définit lui-même comme un "groupe populaire pour la justice environnementale qui s'attache à combattre les causes fondamentales du changement climatique et des destructions interconnectées de la terre, de l'eau et de l'air". Ses membres organisent concerts, soirées de soutien et événements pour soutenir les camps et les opposants sur le terrain, l'Unist'ot'en camp particulièrement. Ils envahissent régulièrement les réunions ou conférences organisées par les entreprises ou le gouvernement en faveur des extractions, ainsi que les chantiers, pour bloquer ou saboter les machines. Le port de Vancouver a par exemple été envahi et occupé fin 2013 contre les exportations de pétrole fossile.

Outre l'occupation de Burnaby Mountain à laquelle le Rising Tide de Vancouver a largement participé (voir page suivante), quelques exemples des actions menées:

- 27 septembre 2014 : « Party against the pipeline », festival mêlant musique, projets artistiques et ateliers durant lequel des actions de guérilla verte ont été menées. La station service Chevron, impliquée à la fois dans des catastrophes écologiques et dans la construction de nouvelles installations pétrolières, a également été bloquée durant plusieurs heures.
- Le 13 septembre, un rassemblement a eu lieu à Burnaby Mountain pour préparer la résistance contre la construction d'une piste d'hélicoptère, première infrastructure en vue de l'installation du Kinder Morgan Mountain.
- 23 mai dernier, Christy Clark, la première ministre de Colombie britannique, convoquait une conférence internationale sur les LNG en Colombie britannique. Une grande marche a tenté de perturber le sommet des vautours.
- Avril 2014 : Rising Tide a organisé un week-end d'entraînement à l'action directe, avec des ateliers comme la construction de barricades, de formation juridique et sur la surveillance policière, de cartographie activiste, ect... et le lancement d'un manuel d'action directe auto-édité¹¹.

RISING TIDE
VANCOUVER
<http://risingtide604.ca/>
risingtide604@riseup.net



¹¹ Une vidéo pour appuyer l'événement encourage les gens à adopter l'action directe :

<http://risingtide604.ca/?p=1385>

La première édition du *Earth First! Manuel d'action directe* est en consultation gratuite (anglais) :

<http://issuu.com/conflictgypsy/docs/efdirectactionmanual?e=3660395/2089898>

Sur le « No pipelines training 2014 » : <http://nopipelinestraining.wordpress.com/>

Burnaby Mountain: Une ZAD contre les Pipelines

Depuis juillet 2014, des personnes luttent contre la perspective du pipeline de Kinder Morgan et commencèrent l'installation d'un camp sur Burnaby Mountain. Le 25 octobre, un appel à rejoindre le camp a été lancé pour empêcher l'entreprise de poursuivre ses travaux préliminaires à l'installation de son pipeline. Des ateliers sur la désobéissance civile et de formation légale et judiciaire en contexte de lutte y furent organisés, ainsi que des formations à l'auto média.



Kinder Morgan a demandé et obtenu le 14 novembre une injonction judiciaire en vue de l'expulsion du camp. Le lundi suivant, à l'heure où l'injonction prenait effet, près d'un millier de personnes étaient sur place pour défendre le camp. Des cabanes et des tentes furent montées sur les arbres, les opposants ne voulant pas céder à la pression du tribunal, allié de l'entreprise impérialiste. La police est intervenu dans la semaine. Le vendredi 21, le camp est expulsé et 24 personnes sont arrêtées.



L'entreprise reprend alors ses travaux de repérage et d'études sismiques.

Mais les opposants lancent un nouvel appel et reviennent sur place dès le lendemain, profitant du week end pour être encore plus nombreux. Le 23, un convoi est organisé depuis la ville de Burnaby, mais aussi de Vancouver, et un rendez vous quotidien est bientôt prévu attirant chaque jour des centaines de personnes jusqu'au camp.

Au 29 novembre, 125 arrestations ont eu lieu. 4 personnes s'enchaînent aux portes du tribunal de Vancouver pour protester contre la justice coloniale.



Dans le même temps, des manifestations de soutien ont lieu à Vancouver, Victoria, et même Toronto. Le week end du 1er décembre est marqué par l'arrivée d'un nombre toujours croissant d'opposants et une grande fête. L'autogestion gagne un peu de terrain avec l'installation d'une cuisine pérenne, alimentée par des agriculteurs opposés au pipeline. L'organisation du camp se poursuit en l'absence des ouvriers de Kinder Morgan et des flics, dans une ambiance plus sereine. Des ateliers d'horizontalité, de décolonisation et contre l'oppression ont lieu.



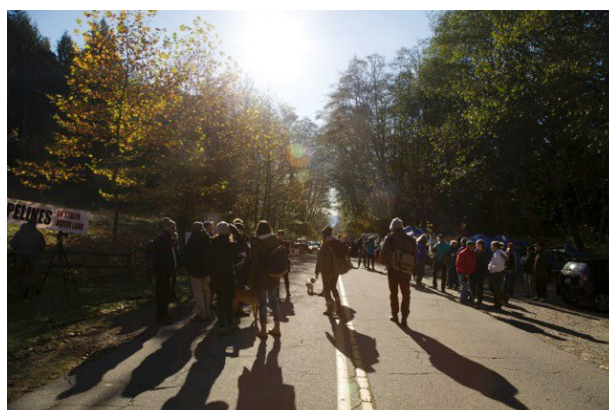
Le 8 décembre, l'assemblée du camp de Burnaby Mountain a rappelé le caractère "non cédé" du territoire convoité par Kinder Morgan (c'est à dire que les peuples y habitant n'ont jamais reconnu le Canada comme propriétaire de leurs terres). L'assemblée a donc affirmé qu'elle ne reconnaîtra pas l'Etat et la compagnie à avoir une quelconque juridiction sur Burnaby Mountain.



Le camp est toutefois expulsé peu avant la fin de l'année. Mais le remue ménage provoqué dans le pays bloque Kinder Morgan, et, sur le terrain, les actions se poursuivent. Seules des études sismiques peuvent être réalisées par l'entreprise, et encore, quand les militants n'empêchent pas les ouvriers de travailler. Début mars, pour se faire bien voir, Kinder Morgan promet des milliards de dollars à 14 communautés dont le territoire est traversé par le pipeline. Mais l'entreprise ne peut toujours pas avancer dans les travaux.

<https://www.facebook.com/burnabymountain>

<http://www.burnabypipelinewatch.ca/>

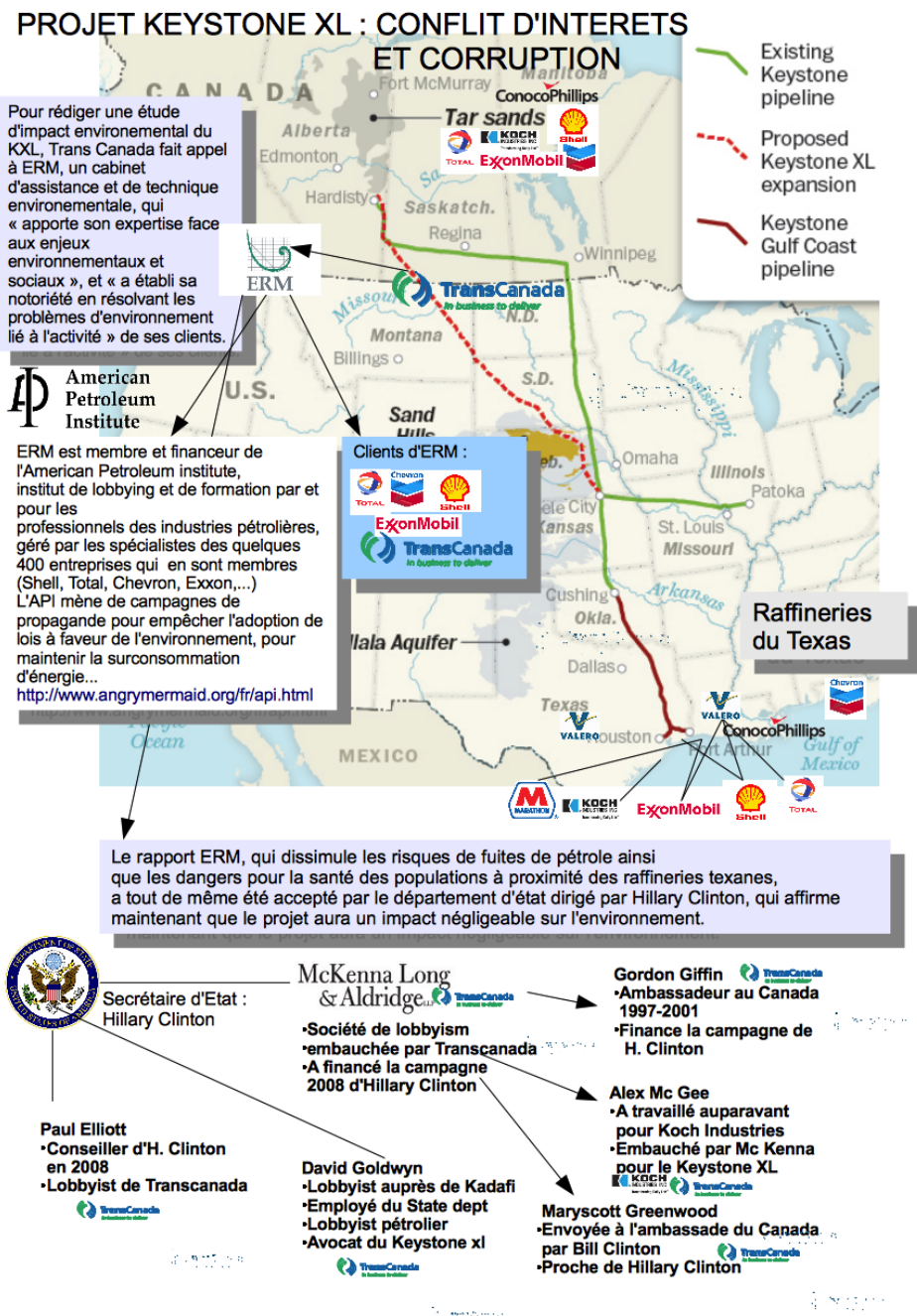


De l'Alberta au Texas KEYSTONE XL¹² (KXL)

Le projet Keystone XL est un projet d'extension du pipeline existant Keystone, orchestré par l'entreprise Transcanada. Ce dernier relie les tar sands canadiens aux raffineries étasuniennes de Chicago et du Wisconsin. Keystone XL, c'est un raccourci de 2680 km de tuyaux à travers les états unis pour rejoindre les raffineries texanes.

Depuis 2011, des manifestations se succèdent dans les états traversés par le projet Keystone XL et jusque Washington. De nombreuses procédures judiciaires ont été lancées. Elles ont permis un ralentissement du projet, notamment au Nebraska, où Transcanada s'est vu imposé un détournement du pipeline hors d'une zone où les nappes phréatiques se situent à moins de 50 pieds de profondeur. Un autre jugement risque d'invalider l'autorisation donnée au projet par le gouverneur du Nebraska.

Le projet est donc retardé de nombreuses reprises, et finalement reporté. Jusqu'à 35000 personnes manifestent en 2013, et depuis, le projet est bloqué au niveau politique par Obama lui même.



12 http://fr.wikipedia.org/wiki/Keystone_Pipeline

Des enquêtes environnementales ont été présentées, évidemment faussées et acceptées par le département d'état qui s'est prononcé pour la construction du Keystone XL au début de l'année 2014. Une journée d'action nationale aux Etats Unis le 3 février a donné lieu à de nombreuses marches illégales (1250 personnes furent arrêtées à Washington), à des blocages et à des occupations de bâtiments publics. L'occupation de zones de chantier est récurrente, comme en juin 2013 contre l'extraction de pétrole des sables bitumineux de l'Utah¹³.

Au Nebraska, 115 propriétaires terriens refusent de signer quoi que ce soit avec la Transcanada et s'organisent pour empêcher l'entreprise de venir sur leurs terres. Chez l'un d'eux, un festival a réuni plus de 8000 personnes fin septembre¹⁴.

Les nations indigènes, elles, utilisent l'action directe depuis de nombreuses années déjà. Le pipeline est censé traverser leurs zones de chasse, leurs cimetières, leurs sources d'eau potable et leurs lieux de recueillement spirituel. « Il est absolument inévitable qu'une fuite se produise. Ce n'est qu'une question de temps et de lieu. » Dans le Dakota du sud, des blocages réguliers sont menés par plusieurs nations Sioux, les Oglala Lakota et les Yankton notamment. Ces derniers ont refusé net la consultation fallacieuse proposée par le Secrétariat d'état, mais leur ont envoyé de recommandations par écrit. « Les communautés sont capables d'être debout et de dire non même si lui [Obama] a dit oui »¹⁵.



En attendant, le coût du projet, initialement prévu à 5,4 milliards \$, devrait atteindre 10 milliards \$, si la construction débutait maintenant. Ce qui n'est pas pour tout de suite: le 24 février, Obama a mis son veto au vote du congrès qui autorisait le projet. Non qu'il soit soudainement opposé aux juteux profits du pétrole, mais le président étasunien préfère attendre les conclusions du département d'état avant de trancher définitivement.

La lutte continue pour faire abandonner le projet, donc, mais les opposants peuvent sourire alors que Transcanada piétine. Cela fait 6 ans que l'entreprise a demandé aux états unis l'autorisation qu'elle attend toujours.



13 <http://www.tarsandsblockade.org/canyon-country-camp-action/>

14 http://www.omaha.com/news/metro/couple-hosting-anti-keystone-xl-concert-didn-t-expect-to/article_9247cc6f-abee-5bdb-ae7f-64d4ccd22fb5.html

<http://www.mintpressnews.com/nebraskas-cowboys-indians-unite-keystone-xl-pipeline/196821/>

15 http://www.huffingtonpost.com/2013/04/17/keystone-xl-native-americans-tribes_n_3102454.html?1366240528

Résolution du conseil de tribu des Sioux Oglala : <http://www.walkinbeauty-bethechange.com/page32.html>

Manitoba, Ontario, Québec, Nouveau Brunswick, Nouvelle Ecosse ENERGY EAST



Tracé de l'Energy East. En bleu, les pipelines déjà construits qu'il faut inverser; en rouge, les pipelines qu'il reste à construire

Mai 2014. Le pipeline Energy East n'est encore qu'un projet, mais les opposants sont déjà organisés et déterminés. 155 communautés des Premières Nations se sont réunies à Winnipeg. Du Manitoba jusqu'à la nouvelle Ecosse, les peuples indigènes, soutenus par des étudiants et des militants, mènent depuis l'année 2012 de nombreuses actions contre la perspective de l'Energy East. Renommé Energy Beast par ses opposants, il sera si il est construit le plus grand pipeline d'Amérique du Nord, avec ses 4600 km de tuyaux reliant les Tar sands à la raffinerie Irving Oil au Nouveau Brunswick, sur la côte atlantique.

Certaines parties seront en fait d'anciens pipelines est-ouest dont Transcanada va inverser et augmenter le flux. C'est le cas de la ligne 9, gérée par Enbridge, qui rejoint Sarnia (Ontario) à Montréal (Québec). L'entreprise a été autorisée, malgré les traités et accords qui lie le gouvernement aux peuples, à augmenter de 25% et à renverser le flux d'un pipeline construit en 1976, donc déjà très vieux. Sans compter que le pétrole des tar sands est bien plus corrosif, plus chaud et plus dense que le pétrole brut transporté auparavant. Tout au long de son trajet, la ligne 9 d'Enbridge longe les Grands Lacs à travers les territoires autochtones occupés par le Canada. La moindre fuite risque de contaminer les lacs et un nombre incalculable de nappes phréatiques indispensables à la pérennité de l'écosystème et à l'existence même des peuples de la région¹⁶. L'autorisation de mise en service devrait venir au cours de l'année 2015.

Sur d'autres parties, Transcanada devra construire de nouveaux pipelines. Leur route comprend une soixantaine de communautés indigènes, dont le territoire sera inévitablement couvert de stations de pompes, terminaux et autres infrastructures indispensables au fonctionnement d'un pipeline. Mais les populations sont déterminées à lutter, et ce avant même que Transcanada ne dépose sa demande d'autorisation, car l'expérience du Keystone XL montre que l'entreprise n'attend pas pour commencer à confisquer les terres et à creuser. Elle utilise d'ailleurs les mêmes méthodes de désinformation et de passage en force¹⁷.



NOENBRIDGE

Des rassemblements ont déjà eu lieu, à Québec, à Cacouna (10000 personnes), sous le mot d'ordre

16 <http://reclaimturtleisland.com/pipelines/line-9-enbridge/>

17 <http://www.energyeastpipeline.com/>

"coule pas chez nous!". Les nations s'organisent, en premier lieu contre la ligne 9 pour parer au plus pressé, mais aussi sur l'ensemble du trajet du nouveau pipeline.

Plusieurs blocages, de routes et de voies ferrées, ont eu lieu entre Sarnia et Montréal. Y compris à Ottawa, un mouvement démarre : « Ottawa est fière de rejoindre les nombreuses communautés qui rejettent le pipeline Energy East. Nous nous levons pour protéger nos rivières, et nos eaux du pétrole toxique des sables bitumineux, nous sommes debout pour stopper le catastrophique changement climatique que ce pipeline accentuerait ».

La perspective de lutte contre le pipeline Energy East permet également aux opposants d'unifier les luttes au niveau canadien, voire au niveau de l'Amérique du nord.



Reclaim Turtle Island est un media alternatif qui supporte les luttes anti-coloniales et vise à unifier les peuples autochtones dans la guerre qui les oppose au gouvernement colonial et aux compagnies industrielles. Il s'est lancé à l'occasion de la lutte contre Energy East, plus précisément pour soutenir le peuple Kahsatenhsera qui se bat contre la réutilisation de la ligne 9 Enbridge¹⁸.

Très vite, RTI a rejoint la lutte des peuples Mi'kmaq d'Elsipogtog (Nouveau Brunswick) qui ont bloqué plusieurs routes pendant des mois contre l'extraction de gaz de schiste par l'entreprise texane SWN, recourant à l'action directe, au sabotage des engins de chantier¹⁹ et profitant de sympathisants émeutiers dans les villes. Des mines antipersonnelles sont posées sur la route menant au chantier, les bureaux des responsables saccagés, les voies ferrées entravées...

Le blocage de l'autoroute s'interrompt le 17 octobre 2013 après une répression violente à l'arme à feu qui envoie une quarantaine de personnes en prison. Mais les actions de solidarité et les blocages se poursuivent et font fuir la SWN moins de deux mois plus tard. L'entreprise texane dégage de la province tout en promettant son retour en 2015...



Lors de cette mobilisation victorieuse, deux opposants ont pris 15 mois de prison. Pour leur écrire ou les soutenir:

<https://warriorpublications.wordpress.com/2014/07/08/mikmaq-warriors-call-for-support/#more-4342>

Une liste exhaustive des luttes autochtones peut être consultée ici:

<http://reclaimturtleisland.com/2014/02/04/a-look-back-indigenous-resistance-in-2013/>

RECLAIM TURTLE ISLAND

<http://reclaimturtleisland.com/>

WARRIOR PUBLICATIONS, sur les luttes autochtones:

<http://warriorpublications.wordpress.com/>

¹⁸ <https://www.youtube.com/watch?v=WXiWcL23sXo>

¹⁹ Sur le blocage, un court métrage: <http://www.submedia.tv/stimulator/2014/07/08/elsipogtog-fracking-way/>
articles en français:

<http://resistance71.wordpress.com/2013/12/09/resistance-au-colonialisme-au-canada-solidarite-avec-la-nation-mikmaq-en-lutte-contre-lexploitation-du-gaz-de-schiste/>

<http://www.sabotagemedia.anarkhia.org/2013/07/nouveau-brunswick-les-blocages-et-les-actions-des-mikmaq-et-sympathisants-contre-le-gaz-de-schiste-continuent-malgre-la-repression-policiere/>

L'ensemble du Canada colonisé et la majeure partie des Etats Unis sont concernés par l'exploitation pétrolière, minière, et par celle du gaz de schiste. Il faut prendre en compte, à chaque fois, que cela implique la déforestation et la désertification, la pollution du sous sol et de l'atmosphère, et immanquablement la destruction des écosystèmes et la disparition des espèces vivantes.

Le néo libéralisme sort plus puissant à chaque infrastructure qui entre en service, car ces industries se base sur une nouvelle forme d'esclavage et provoquent un effondrement social catastrophique. Les conséquences sont désastreuses pour les conditions de vie des femmes, des plus modestes et des minorités en général, et conduisent aux génocides de multiples peuples dont l'existence est liée à la conservation d'un environnement naturel et social sain.



Mais la grande majorité de ces projets font face à une opposition déterminée, déclinée différemment selon les moyens et les implications. Camps, blocages de routes ou de voies ferrées, grandes marches, émeutes urbaines, ateliers sur l'action directe, attaques ou occupations de chantiers, banderoles ou grafs de soutien...

La plupart de ces projets ont été retardés, certains abandonnés, d'autres réduits. Nombreux sont ceux qui devaient fonctionner en 2014, les entreprises parlent aujourd'hui de 2016, et ceux qui doivent être mis en marche en 2018 font déjà l'objet d'une opposition grandissante.

Il est possible et indispensable de mettre fin à ces projets. Seule la lutte paie. Les warriors Mi'kmaq ont bien fait fuir la SWN! Empêcher le Kinder ou le Energy East, c'est une vague de rage et d'espoir qui touche tous-tes ceux-celles qui luttent contre les grands projets néfastes et inutiles. C'est provoquer un mouvement élargi et étoilé, où des cellules peuvent agir n'importe quand, n'importe où, puisqu'il y en a partout. La multiplication des moyens de lutte, violents, non-violents, en masse, en groupe, action directe ou débats, organisés ou improvisés, est notre plus grande arme. Les actions solidaires sont les plus faciles à réaliser pour ceux qui se trouvent loin et qui n'ont pas les moyens de bouger vers l'épicentre d'une lutte. Banderoles, graffs, spectacles de rue, soirée de soutien, manifs, attaques ciblées... Laissez votre Rage s'exprimer!



"TÔT LE MATIN DU 8 AVRIL À MONTRÉAL, HUIT CHEMINS DE FER ONT ÉTÉ BLOQUÉS EN PERTURBANT LES SIGNAUX. CETTE ACTION EST UNE RÉPONSE À LA COLONISATION ET À LA RÉPRESSION ACTUELLES DE L'ÉTAT, QUI CIBLE DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES À TRAVERS TURTLE ISLAND. C'EST À CAUSE DE LA COLONISATION DE CETTE SOCIÉTÉ RACISTE ET IMPÉRIALISTE QUE LES FEMMES AUTOCHTONES ASSASSINÉES ET DISPARUES ONT PERDU LEURS VIES. CETTE ACTION A ÉTÉ RÉALISÉE EN SOLIDARITÉ AVEC LES DIFFÉRENTES COMMUNAUTÉS QUI SE SONT RÉCEMMENT EFFORCÉES D'HONORER LES VIES DE CES FEMMES ET DE METTRE HORS D'ÉTAT DE NUIRE LEURS ASSASSINS. DES REBELLES, AUTOCHTONES ET TRAVAILLEUR/ TRAVAILLEUSES ONT SOUVENT CIBLÉ LES CHEMINS DE FER COMME MOYEN DE PERTURBER LES FLUX DU CAPITAL ET CES SYSTÈMES DE DOMINATION. HISTORIQUEMENT ET PRÉSENTEMENT LES CHEMINS DE FER ONT ÉTÉ UN OUTIL NÉCESSAIRE À L'IMPÉRIALISME ET LA COLONISATION. CN A CHOISI DE CONSTRUIRE SON INFRASTRUCTURE SUR LES TERRES AUTOCHTONES, NOUVEL ACTE DE VOL DE TERRES ENVERS LES COMMUNAUTÉS INDIGÈNES.

EN TANT QU'ANARCHISTES, NOUS SOMMES ENGAGÉS À CONTRIBUER À LA PERTURBATION ACTIVE DU POUVOIR D'ÉTAT ET DE DOMINATION. FORCE ET AMOUR À CEUX-CELLES QUI SONT CONFRONTÉS À LA RÉPRESSION POUR LEURS ACTIONS, ET AUSSI POUR CEUX CELLES QUI ONT PERDU DES AMIE(E)S ET DES MEMBRES DE LEUR FAMILLE PENDANT CETTE GUERRE.

DES ANARCHISTES"

Les gardiens Klabona sont en train de bloquer la route qui mène à la mine Red Chris, propriété de Imperial Mines, la même compagnie responsable du désastre de la mine de Mont Polley (14,5 millions de m³ de déchets toxiques déversés, que l'entreprise refuse de nettoyer; la mine est elle aussi bloquée)²⁰.
recu de Rising Tide Vancouver

OREGON, E.U.

Plusieurs semaines durant, la nation Umatilla, accompagnée de militants de Portland, a bloqué l'acheminement vers l'Alberta d'équipements destinés à l'expansion de l'industrie des tar-sands d'Athabasca²¹.

"Dans les derniers mois ont eu lieu de multiples actions visant le transport émergent de pétrole sur rail aux US. Les groupes Rising Tide de la région ont bloqué des équipements de transport de pétrole sur rail, existants ou en projet avec des trépieds, des barrils ou utilisant d'autres tactiques".

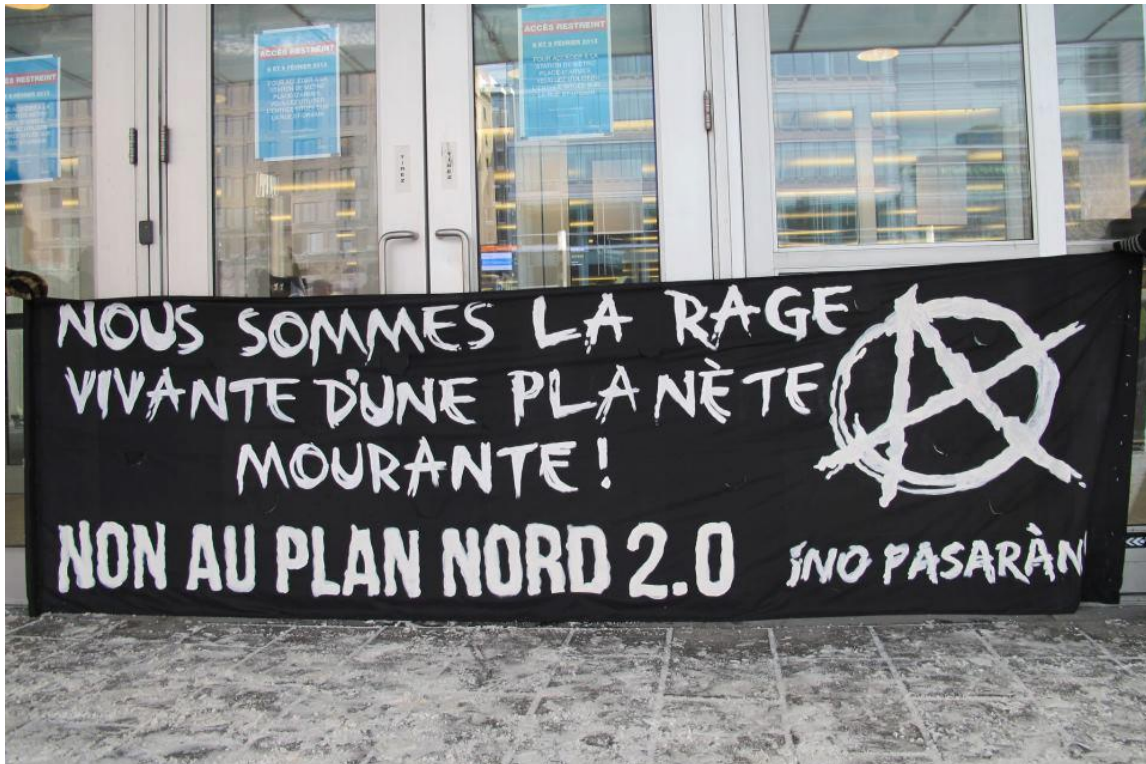
Recu de Rising Tide Vancouver

20 Voir la vidéo sur le nettoyage du Mount Polley: <https://www.youtube.com/watch?v=RzorBOXiDHs#t=224> et le lien facebook du groupe qui bloque la mine: <https://www.facebook.com/yuctnesenxiymetkwecamp>

21 <http://bsnorrell.blogspot.ca/2013/12/umatilla-and-activists-block-tar-sands.html>

PLAN NORD, PLAN MORT ? PAS ENCORE!

Le parti libéral québécois ressuscite son projet de colonisation industrielle



Le Plan Nord est un vaste projet de colonisation industrielle du grand nord porté par l'ancien premier ministre québécois, Jean Charest. 1,2 millions de km carrés concernés, cela fait deux fois la France. Principalement des mines et des complexes hydro-électriques installés au mépris des populations et des travailleurs, au service de l'effondrement social et de la disparition progressive des premières nations. Un exemple du genre de monstre que Charest voulait développer dans tout le grand nord, c'est la mine Raglan, du groupe Glencore. Un complexe de plus de 70 km de long comprenant 4 mines de nickel et de cuivre, une centrale électrique, un complexe d'hébergement et administratif, ainsi qu'un réseau de routes reliant le tout à un aéroport et aux ports de la baie Déception²².



La mine Raglan

En mai 2011, Charest lance son plan nord en promettant 80 milliards d'investissements sur 25 ans²³. Voilà trois ans qu'il en parle, le terrain semble fertile. Il prétend consulter les peuples autochtones, mais en réalité veut imposer dans tout le grand nord des projets miniers à grande échelle. En réalité, les accords régissant les procédures de consultation considèrent que tous les peuples indigènes sont légalement représentés par les "conseils de bande", alors que ce sont des instances placées sous la tutelle du gouvernement fédéral,

et qui n'ont bien souvent aucune légitimité au sein des communautés qu'ils sont censés représenter. Autre détail, la consultation n'est pas un débat: les conseils de bande n'ont pas de réel pouvoir décisionnel. La rétribution donnée aux peuples dont les terres seront pillées est elle même calculée en fonction des bénéfices de l'entreprise exploitante. Pour exemple, en Côte nord, la communauté Ushat mak Mani-utenam a refusé deux fois, par referendum, la mise en place des lignes de transmission du projet hydro-électrique La Romaine. HydroQuébec poursuit quand même les travaux en vue de construire 4 barrages électriques sur la même rivière, ce qui dévastera la région. Ils appellent ça l'énergie verte.

²² <http://www.mineraglan.ca/FR/Pages/default.aspx>

²³ Les différents projets miniers en 2012:

<http://ici.radio-canada.ca/sujet/Plan-Nord/2012/07/25/001-carte-plan-nord.shtml> Les dates indiqués pour les délais d'exploitation sont peut être faussés aujourd'hui (document de 2012)

Ici, un dossier fourni (anglais): <http://www.zinlibrary.info/files/plannord%20imposed%20clean.cleaned.pdf>

En 2011 et 2012, la communauté mène alors cinq blocages successivement expulsés sur la route 138 qui longe le fleuve et tout le golfe du Saint Laurent²⁴. Une longue marche de 900 kilomètres les mènent à Montréal pour le "jour de la Terre", le 22 avril 2012. Au même moment se déroule le salon plan nord, en présence de Charest, dans un contexte de grève étudiante. Plusieurs centaines de milliers de personnes défilent, et, le 21 avril, les émeutiers qui assiègent le palais des congrès parviennent à faire annuler le salon²⁵. Des liens se créent et permettent des échanges, notamment pour grossir les rangs d'un nouveau blocage de la 138, à l'automne. Les blocages successifs obligent les conseils de bande à refuser désormais toute négociation avec les entreprises du sud.

Un grand forum, "Ne perdons pas le nord", donne l'occasion aux Innus de venir expliquer leur lutte aux habitants de Montréal en mai 2012. Des manifestations ont lieu en soutien aux blocages routiers. On peut aussi citer les manifestations quotidiennes qui tentèrent de perturber le "salon des ressources naturelles", plus souvent appelé salon plan nord 2 pendant une semaine de février 2013²⁶.



Pendant le premier sommet pour le Plan Nord

Au Labrador, la province qui se situe au nord est du Québec, sur la côte, les communautés Innus se mobilisent également contre des projets hydro-électriques et des barrages, notamment la nation Nunatukavut sur la rivière Churchill. D'autres communautés bloquent un accès routier, régulièrement depuis 2010 aux complexes miniers de Labrador Mines Holding et de New Millenium Iron Corp²⁷. Du côté de Schefferville, une ville déjà dédié à l'exploitation minière, les blocages sont récurrents entre 2010 et 2013.

Dans le même temps, de nombreuses entreprises ferment leurs mines, ou abandonnent des projets d'expansion, invoquant le plus souvent des raisons économiques. Le parti québécois (PQ), dans l'opposition, critique fortement le plan nord, promet de l'abandonner, et gagne les élections en 2012. Mais lorsqu'elle arrive au pouvoir, Pauline Marois renomme le plan nord "Le Nord pour Tous" et effectue un voyage en France pour rassurer les investisseurs sur la pérennité du projet: «Nous continuons d'appuyer le Plan Nord dans la perspective du respect du développement durable et de la consultation des Premières Nations». Certains continuent de penser que c'est pour des raisons idéologiques que le PQ interrompra plus tard le plan Nord. En vérité, c'est bien la lutte, qui se poursuit en 2013, qui a permis sa suspension.

Mais le parti libéral, revenu au pouvoir en avril 2014, veut relancer le plan nord. Le 30 septembre, le ministre de l'énergie et des ressources naturelles a présenté un projet de loi sur la "Société du plan nord". "Nous

24 <http://noticierosemillas.blogspot.ca/2012/10/autre-blocus-138.html>

<http://www.mediacoop.ca/story/bloquons-le-plan-nord/15797>

25 <http://www.sabotagemedia.anarkhia.org/2012/04/plan-mort-emeute-dans-le-centre-financier-de-montreal-et-perturbation-du-salon-de-lemploi-du-plan-nord/>

26 Février 2013: <https://thelovepolicemontreal.wordpress.com/2013/02/>

27 <http://warriorpublications.wordpress.com/2012/07/03/innu-blockade-mining-company-oppose-plan-nord/>

envoyons un signal clair quant à la volonté du gouvernement de relancer le Plan Nord et d'en faire un élément clé de la croissance de l'économie québécoise", a-t-il dit, accompagnant son discours de promesses hypocrites sur le développement "durable", le respect de l'environnement et des peuples. Le projet de loi prévoit la création d'une institution, la société du plan nord, qui aura en façade un rôle de coordination, mais dont le texte fondateur laisse apparaître en fait un large pouvoir exécutif:

"la Société pourrait, selon les mesures proposées dans le projet de loi : [...] 2° coordonner la réalisation d'infrastructures et, le cas échéant, **les implanter ou les exploiter, seul ou en partenariat**";

"3° accompagner et appuyer les communautés locales et autochtones dans leurs projets de développement";

"maximiser les retombées économiques générées par la mise en valeur des ressources naturelles sur le territoire du Plan Nord".

La société du plan nord devra en outre "exécuter tout autre mandat que lui confie le gouvernement", ce qui la réduit à une chambre d'exécution des volontés du gouvernement, aux pouvoirs élargis et dangereux²⁸.

Le gouvernement québécois s'engage déjà dans différents projets nuisibles. Il a donné son accord à Ariane Phosphate pour la mise en place d'une mine de phosphate dans la région de Saguenay. Le phosphate entre dans la fabrication des fertilisants agricoles, dont on connaît les effets néfastes. Il s'associe également à l'entreprise GazMétro pour approvisionner en gaz naturel le sud du Québec. Les travaux sont censés commencer en mai 2015, mais la lutte reprend.

Un rassemblement a perturbé un "forum stratégique sur les ressources naturelles" qui s'est tenu le 8 décembre à Montréal. Le plan nord est également menacé par la hausse du prix des matières premières et par la pauvreté grandissante du nord québécois. Ainsi, des fonds dédiés au plan nord se sont déjà échappés en urgence vers d'autres priorités... A suivre.



"Mise en valeur des ressources naturelles"?

Fumiers!



A ECOUTER:

Elyse Vollant, membre de la communauté des Uashat Mak-Mani Utenam, s'exprime sur la lutte contre le plan nord à l'occasion d'un panel organisé par les groupes anti-coloniaux de Montréal:

<http://www.radio4all.net/files/enprofondeur@ckut.ca/3719-1-28sept-elysevollant-1.mp3>

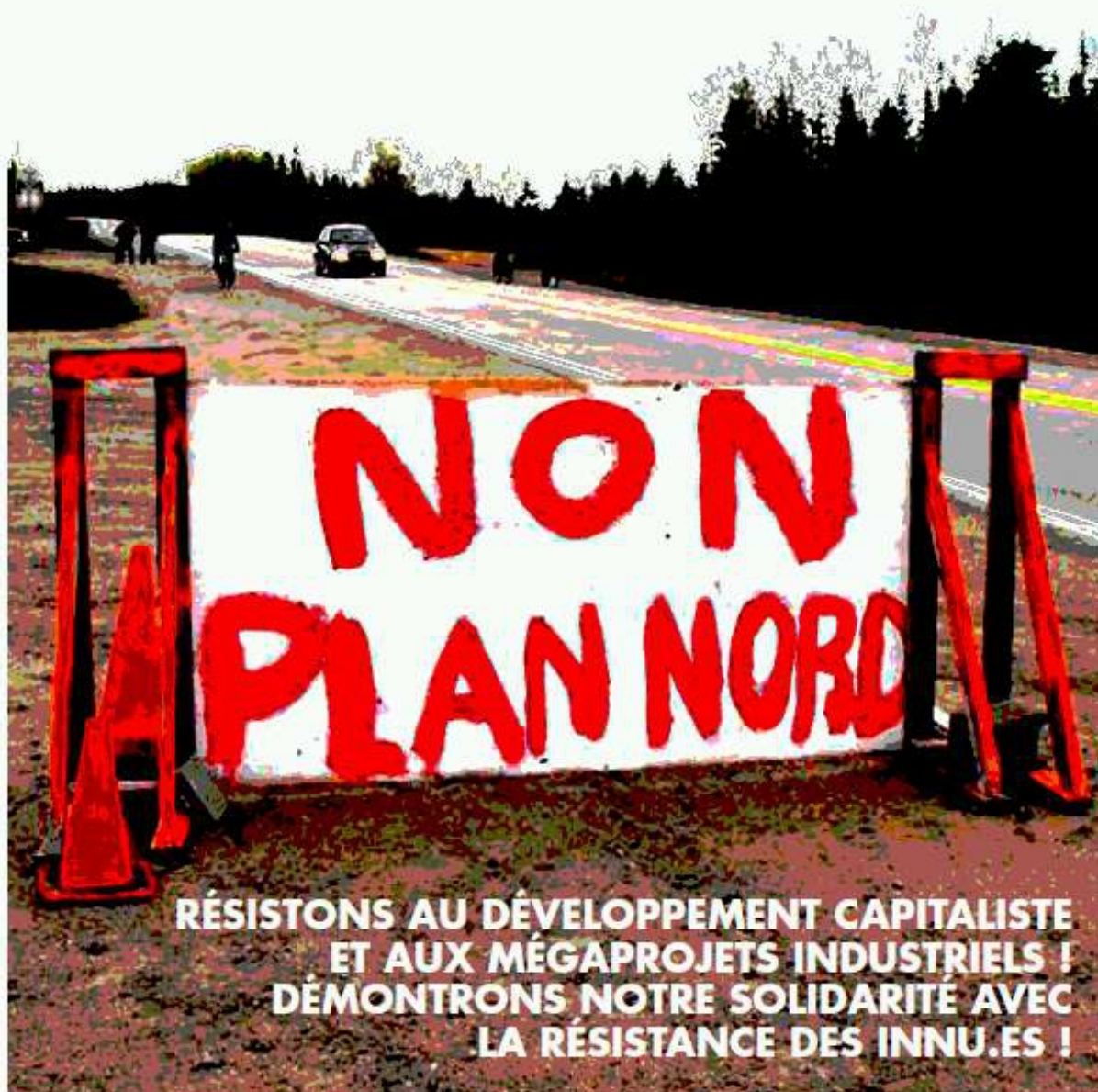
PERTURBONS LEUR SALON ! MANIFESTATION CONTRE LE PLAN NORD

VENDREDI LE 20 AVRIL

À L'OCCASION DU SALON PLAN NORD

MANIFESTATION: 11h30, Carré Phillips: Ⓡ McGill

RASSEMBLEMENT FESTIF: 13h30, Palais des Congrès: Ⓡ Place d'armes



**RÉSISTONS AU DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE
ET AUX MÉGAPROJETS INDUSTRIELS !
DÉMONSTRONS NOTRE SOLIDARITÉ AVEC
LA RÉSISTANCE DES INNU.ES !**

"Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend"

...BRÈVES...

Brésil, Centro do Guilherme - 7 Aout 2014

"Une communauté indigène de l'Alto Turiaçu, du peuple Ka'apor, a envoyé des guerriers pour rechercher sur son territoire des bûcherons et les expulser de force. Fatigués de devoir attendre une assistance gouvernementale, ils ont recours à l'action directe pour en finir avec l'exploitation illégale du bois de la forêt amazonienne.

Les guerriers indigènes ont attaqué un camp de bûcherons, les ont capturés et séquestrés, frappés ceux qui résistaient. Ils ont confisqué les armes, puis ont mis feu à tous les véhicules et machines des bûcherons.

A de nombreuses reprises les indigènes subissent des attaques et des violences de la part des bûcherons. Cette fois-ci, ils ont répliqué.

« Notre forêt nous était arrachée. Mais nous nous sommes réveillés. Beaucoup de blancs pensent qu'une forêt n'a pas d'utilité. Ils ne peuvent pas voir qu'une jungle vivante est bonne pour le monde entier et aide la Terre à respirer. », confie Irakadju.

Pour prévenir le retour des bûcherons, les cinq peuples qui vivent dans l'Alto Turiaçu ont construit des camps fortifiés à différents endroits."

Photographies et texte en anglais : <http://widerimage.reuters.com/story/amazon-warriors-fight-off-loggers>



Bağcılar, Istanbul, Turquie

« Voilà donc une autre de ces nuits du quartier Bağcılar d'Istanbul, lors de laquelle nous avons attaqué une bête jaune, dont l'unique tâche est de creuser le béton en étripant la terre, ce qui joue un rôle actif dans la déforestation et l'urbanisation des derniers endroits qui n'ont pas encore été bétonnés. Nous avons coupé le flux sanguin de la bête et neutralisé la connexion entre ses organes.

Nous avons entrepris cette action en tant que contribution à la Semaine Internationale de Solidarité avec les Prisonnier-e-s Anarchistes (23-30 août 2014), la dédiant en premier lieu à la compagne Tamara Sol Fariás Vergara, enfermée au Chili, sous l'accusation d'avoir tiré sur un gardien de banque et de l'avoir blessé. Nous la dédions aussi à Nikos Maziotis, actuellement en prison après avoir été recapturé au cours d'un affrontement armé lors duquel il a refusé de se rendre sans combattre, et à sa compagne Panagiota Roupa qui est en cavale. De plus, nous dédions cette action à tou-te-s les prisonnier-e-s anarchistes et anti-autoritaires qui luttent contre les institutions de la domination autour du monde. »

« Nous sommes resté-e-s éveillé-e-s hier soir, mais quelque part, à l'aube, quelque chose n'allait pas »

Fédération Anarchiste Informelle / Front Révolutionnaire International

Milice de Putains Furieuses

source: Indymedia Istanbul

Blackheath, Nouvelles Galles du Sud, Australie -18 septembre 2014

Nous revendiquons l'attaque sur le Service des Parcs Nationaux et de la Vie Sauvage [National Parks and Wildlife Service] le matin du jeudi 18 septembre. Les NPWS ont été pris pour cible du fait de leur longue histoire de participation à la guerre contre la nature et de leur néfaste habitude de balancer du poison de type 1080 (fluoroacetate de sodium) dans des lieux sauvages, sous couvert de la « conservation ». Tuant et détruisant aveuglement, combien d'autres vies et d'autres terres devront-elles être détruites par les visions et les expériences démentes et écocides de ce groupe ?

Pour exprimer notre colère, nous avons pénétré sous le couvert de la nuit dans leur dépôt de la zone de Darug/Gundungurra [ville de Blackheath, dans les Nouvelles Galles du Sud]. Le temps de notre courte visite, deux de leurs véhicules ont été attaqués, les pneus crevés, les pare-brises détruits et un petit additif ajouté au carburant, simplement pour donner un arrière-goût sucré à toute l'histoire.

Si vous choisissez de continuer à utiliser cette terre comme si elle était votre dépotoir, vous nous trouverez de nouveau sur votre route. Notre rage ne brûlera que plus fort et plus intensément.

Pour la défense des prédateurs. Pour la défense de la vie sauvage.

Earth Liberation Front (ELF)

source Contra Info



Nord de la province du Cauca, Colombie - 10 février 2015

Au début du mois de Février, les peuples indigènes du nord de la province du Cauca se sont levés pour récupérer par la force leurs terres ancestrales contre l'industrie sucrière.

Des décrets récemment signés leur donne légalement le droit sur ces terres, mais l'état ne fait évidemment rien pour les faire appliquer.

"Le mouvement indigène du Cauca, après avoir analysé, débattu, et compris que le gouvernement n'est pas sérieux en terme d'application des accords passés, se déclare de nouveau en soulèvement en vue de la libération de la Terre Mère, qui est l'un des sujets les plus sensibles et prioritaires pour le mouvement indigène."

Depuis le mois de décembre, des fermes sont occupées par les indigènes malgré les assauts de l'escadron mobile anti-émeutes (Esmad). En réponse aux attaques, des routes sont bloquées, de nouvelles fermes occupées,... "Ces actions sont l'unique manière d'obtenir l'application des accords et la garantie des droits collectifs". Les affrontements ont fait 130 blessés dans la première semaine de mars.

Sources via le blog Anthropologie du présent <http://berthoalain.com/>

<http://www.colombiainforma.info/mov-sociales/159-pueblos/2036-feliciano-valencia-el-movimiento-indigena-caucano-se-declara-nuevamente-en-levantamiento>

<http://www.colombiainforma.info/mov-sociales/159-pueblos/2101-esmad-arremete-contra-la-minga-por-la-liberacion-de-la-madre-tierra-en-el-cauca>

Provincia Pastaza, Ecuador

AU NOM DU FIOUL

La XI Ronda Petrolera, ou comment transformer une forêt primaire en désert insalubre et dépeuplé. Résistances.



Voilà plusieurs décennies que l'exploitation du pétrole dans la jungle équatorienne a débuté. L'entreprise Chevron-Texaco, connue pour ses négligences partout où elle est passée est d'ailleurs expulsée du pays en 1993, pour avoir provoqué un désastre écologique dans la forêt tropicale suite à une gestion catastrophique de ses puits. Le groupe pétrolier perd même un procès contre les peuples indigènes en 2011¹. Mais, si Texaco s'en va, de nombreuses autres firmes prennent le relais : les entreprises états-uniennes Kerr-MacGee, Occidental Petroleum (OXY), la canadienne Alberta Energy, l'espagnole YPF (Repsol), l'italienne Agip (groupe ENI), la française Perenco, entre autres. La lutte contre les installations pétrolières en Equateur remonte donc à plus de 25 ans, mais celle ci atteint un pic en 2003. Les compagnies pétrolières précédemment citées ont voulu construire un second oléoduc, l'OCP, pour ne pas avoir à payer les taxes de passage de l'oléoduc SOTE appartenant depuis 1992 à l'Etat. Une construction qui s'est faite au mépris de lois et articles de la Constitution, des règles sanitaires et de respect des populations (profondeur d'enfouissage du tube trop faible, largeurs du tube trois fois supérieures à celle autorisée, non respect des règles de re-végétation, non prise en compte des zones à risque sismique ou volcanique, non consultation des populations, expropriations arbitraires sans même décision de justice, répression féroce contre tout-e opposant-e...). La lutte du village de Mindo, protégé pour les espèces uniques d'oiseaux qui vivent dans la région, a duré plusieurs mois, prenant des formes diverses. Blocages, occupations des arbres contre le défrichage des forêts, marches... qui n'ont

¹ Chevron-Texaco est la première entreprise à exploiter le pétrole dans le sous sol de l'Amazonie équatorienne, et le fait sans aucune considération pour l'environnement et les peuples. C'est l'équivalent de 8 fois la catastrophe d'Erika qui se retrouve dans la jungle, privant d'eau potable 30000 personnes, sans compter les innombrables routes d'accès qui laissent la voie aux braconniers, chasseurs d'or,... Après des années de protestation, Texaco quitte le pays et des associations d'indigènes portent plainte.

Voir le site de la campagne contre Chevron Texaco pour le procès :

<http://chevrontoxico.com/news-and-multimedia/2005/0424-crude-reflections>

Chevron-Texaco est condamné en 2011 à verser 10000 dollars aux peuples indigènes, mais l'entreprise refuse de payer. La justice états-unienne rend un verdict en faveur de Chevron, et refuse donc de piocher dans les avoirs du groupe pour indemniser les amazoniens. D'autres jugements au Canada, en Argentine et au Brésil sont à venir.

pourtant pas pu arrêter la construction. Les scandales écologiques causés par la construction ont elles aussi provoqué des réactions. Outre les innombrables glissements de terrain, le fait le plus marquant est celui ci : les machines construisant l'OCP ont roulé sur les tuyaux du SOTE, l'ancien oléoduc, le perçant et provoquant une fuite de pétrole jusqu'au lac de Papallacta, dans le parc national Cayambe Coca. Ce qui entraîna la perte de sites de pisciculture et la contamination du bétail de la région.

Dans les zones touchées par l'extraction du pétrole, les cours d'eau, souvent seules sources d'eau potable, sont pollués. Les gaz rejetés dans l'atmosphère retombent, éparpillés par la pluie. Les maladies cancéreuses et génétiques sont apparues dans ces terres isolées, et se développent sans que l'exploitation de l'or noir ne soit remise en cause.²



L'oléoduc OCP

L'un des problèmes soulevé par les opposants à l'OCP en 2003, c'est que sa capacité est trop grande par rapport au pétrole contenu dans le nord est de l'Equateur. Pour le rentabiliser, il faudra alors ouvrir des nouveaux puits dans le sud du pays, où se trouvent les forêts tropicales les mieux préservées et les peuples ancestraux de la forêt amazonienne.

Nous y sommes.

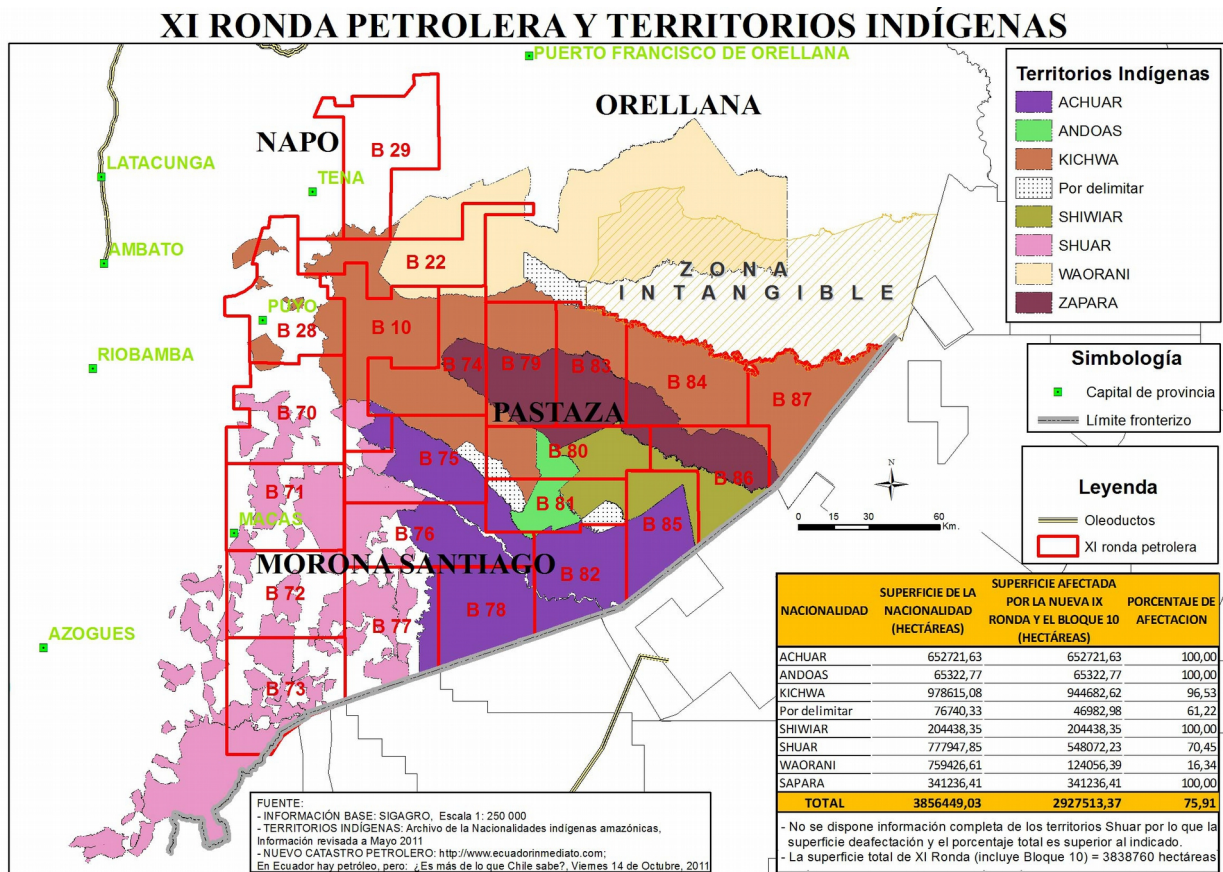
Dans la province du Pastaza, 7 peuples ancestraux se partagent plus de 20 000 km² de forêt tropicale continue. Au cœur de la province se situe le parc national Yasuni, réserve mondiale de biosphère selon l'Unesco (700 espèces d'oiseaux, plus de 2000 espèces d'arbres, 170 espèces de mammifères...). Le Yasuni, où vivent deux peuples en *isolement volontaire*, est reconnue zone intangible.



² Voir le documentaire *Serpents d'acier* de Maxime Carsel et Sandra Oviedo sur la Résistance contre l'oléoduc OCP et le village de Sarayacu

<http://vimeo.com/4577139>

Lors de la *XI Ronda Petrolera*, à l'automne 2013, le gouvernement équatorien et son président Rafael Correa offrent toute la province aux entreprises pétrolières, ainsi qu'une bonne partie de la province voisine de Morona-Santiago, toute aussi riche en biodiversité. Le territoire est morcelé en 21 blocs rectangulaires dont les frontières méprisent les zones d'occupation des différents peuples, et les blocs sont vendus un par un aux entreprises les plus offrantes. Le parc national Yasuni est pour l'instant épargné, mais le gouvernement travaille alors sur une loi pour annuler son caractère « intangible ».



Les 21 blocs d'exploitation pétrolière définis par le gouvernement équatorien.

Le parc Yasuni, ici présenté comme Zona Intangible, est encore épargné par les vautours de l'or noir.

En Equateur, les peuples indigènes sont propriétaires de leur territoire, mais c'est l'Etat qui possède le sous sol. Il peut alors y avoir conflit, notamment pour l'extraction de ressources souterraines, mais la Constitution prévoit une consultation préalable systématique des peuples indigènes. Ce que n'a jamais fait Correa, ni les présidents précédents au sujet du pétrole.

Rafael Correa, élu au nom d'une « révolution citoyenne », prétendument progressiste voire socialiste, s'accommode en réalité parfaitement de l'économie capitaliste. Il est certes arrivé au pouvoir en refusant de rembourser la dette extérieure du pays aux multinationales et au FMI, mais il prône maintenant une industrialisation et une modernisation forcenée du pays, en empruntant des milliards, cette fois à la Chine. Ses emprunts et engagements ont dû augmenter à devoir produire encore plus, au mépris des populations et de la Terre. Il a d'ailleurs fait la promesse de rembourser la dette contractée en livraison de... pétrole brut. Mais outre le pétrole, il plonge dans une logique de monoculture agricole, étudie les possibilités d'extraction de nouvelles ressources comme le lithium, développe l'installation de mines en cédant la concession à des entreprises privées étrangères.³

Pour préparer la *XI Ronda*, Correa et son gouvernement ont d'ailleurs effectué un tour du monde pour

3 Comme le contrat signé en mars 2012 qui donne à l'entreprise Ecuacorriente l'autorisation formelle d'explorer à des fins d'exploitation du cuivre et de l'or. Malgré son nom trompeur, Ecuacorriente appartient aux groupes chinois Tongling et China Railways, et à la canadienne Kinross. Sur la politique industrialiste de Correa, voir (en français) :

http://www.sosyasuni.org/fr/index.php?option=com_content&view=article&id=170:le-vrai-cout-des-politiques-sociales-de-rafael-correa&catid=1:nouvelles&Itemid=34

vendre l'intérêt que les groupes pétroliers étrangers ont intérêt à investir en Equateur ! Et pour se faire bien voir et attirer les entrepreneurs, il fait bien entendu adopter des lois appréciées des multinationales.⁴



C'est ce qui mène le gouvernement équatorien à beaucoup d'ingérence sur les terres appartenant aux peuples ancestraux. Auparavant, les peuples indigènes bénéficiaient d'une certaine autonomie, répartissaient l'argent comme ils le souhaitaient au sein de la communauté, choisissaient les programmes scolaires et les maîtres d'école... Le gouvernement actuel met fin à cela. Il prétend maintenant vouloir retirer les armes à feu aux communautés, qui les utilisent pourtant pour chasser. C'est donc un conflit global qui oppose l'Etat et les peuples indigènes. Parce que le pétrole est la plus grande menace pour la santé, l'autonomie et l'existence même des populations amazoniennes, c'est l'un des thèmes qui coagulent les tensions.

En amont de cette *XI Ronda Petrolera*, depuis plusieurs années les luttes se sont organisées. En premier lieu une pétition, qui a récolté des millions de signatures, a été remise au gouvernement qui la déclara nulle et non avenue. Il ignora les réclamations de moratoire lancées à répétition par les dirigeants des communautés indigènes.

En 2012, La Marcha del Pangui fut la première d'une longue série. Appelée par la CONAIE⁵, la marche devait rallier Quito en deux semaines sous le mot d'ordre : « Pour l'eau, la vie et la dignité des peuples ». La marche pacifiste parvient à Quito sans violence, et, si son écho est important, son impact sur le gouvernement est nul. D'autres marches, blocages de routes, événements de soutien suivent, jusqu'à l'automne 2013 lorsque se déroule la *XI Ronda*.

En août et septembre, des émeutes ont lieu à Quito lors des manifestations en défense du parc Yasuni, dont la pérennité est menacée par un décret de Correa qui autorise l'exploitation du pétrole dans le parc.

4 Par exemple, des baisses d'impôts pour les grands groupes industriels, comme les banques et les compagnies pétrolières. Sur la tournée mondiale de Correa, voir <http://www.rondasuroriente.gob.ec/>

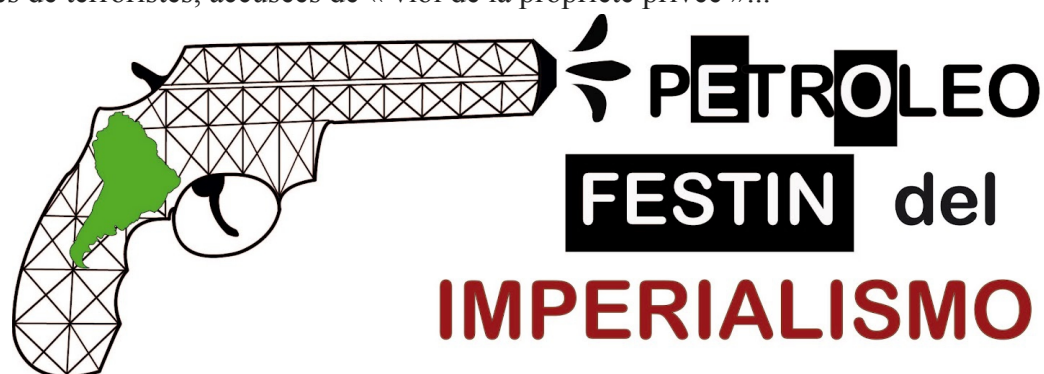
5 Confédération des nationalités indigènes d'Equateur. Fondée en 1986, elle est une organisation de lutte réclamant la reconnaissance du caractère pluri-national de l'Equateur et une série de droits pour les peuples indigènes. Elle mène trois insurrections dans les années 1990 qui destituent plusieurs gouvernements et aboutissent à la rédaction d'une nouvelle constitution en 1998, qui reconnaît l'existence des peuples indigènes et les rend propriétaires de leur territoire. Participe ensuite à plusieurs gouvernements, a notamment soutenu Correa pour son élection mais a rejoint l'opposition depuis.

« Ce n'est pas un hasard que la majorité des ressources naturelles se trouvent en territoire indigène. Après avoir détruit son environnement, les blancs viennent prendre les derniers territoires qu'il nous reste, ceux que nous avons protégé. » Luis Macas, président de la CONAIE

CONAIE <http://conaie.nativeweb.org/folleto.html> (espagnol) ; Contact : ccc@conaie.ec



A partir du mois d'octobre, dans et autour de la ville de Puyo, capitale du Pastaza, des femmes indigènes tiennent rues et places pour préparer la Résistance. De nombreuses organisations sont unies contre la vente de la province aux firmes pétrolières, entre autres la GONOA (Gouvernement des Nations Originaires de l'Amazonie Equatorienne), la Comuna Amazonica... Les femmes indigènes prévoient une marche jusque Quito, en faisant halte dans les villes de Baños, Ambato, Latacunga en chemin. Elles décident de rester une semaine dans Quito, occupant les rues, visitant les universités et les journaux de la ville, pour amener le problème du pétrole au sein de la capitale. Mais le jour de la Ronda, les élus indigènes se voient refuser l'entrée. Elles manifestent bruyamment au pied du ministère des ressources stratégiques pour perturber la réunion de politiciens, banquiers et entrepreneurs de l'or noir. Le pouvoir finit par envoyer ses chiens et une violente répression s'abat sur elles, physiquement, et moralement. Pour ce seul acte de manifestation, dix d'entre elles sont emprisonnées et subissent une procédure judiciaire pour « sabotage ». Dans les journaux, elles sont traitées de terroristes, accusées de « viol de la propriété privée »...⁶



Le climat de terreur soufflé par le gouvernement est tel que beaucoup de femmes indigènes, qui vivent déjà dans un contexte social sexiste, n'osent plus sortir manifester et s'engager dans la lutte. La Ronda finit par se dérouler et les provinces voisines du Pastaza et de Morona-Santiago sont offertes aux compagnies, entre autres : Andes Petroleum (Chine), Petrobras (entreprise semi publique brésilienne), Repsol (espagnole), Petroamazonas (publique équatorienne) associée avec ENAP (publique chilienne) et Belorusneft (Ukraine).

6 Sur la criminalisation des luttes par Correa, voir : <http://sogip.wordpress.com/2012/07/24/equateur-amnesty-international-denonce-la-criminalisation-des-mouvements-protestataires/>

En espagnol, un rapport d'Amnesty international 2012 :

<http://www.amnesty.org/es/library/asset/AMR28/002/2012/es/aa96c7f9-90bc-4243-bbac-b5e3d1d82ece/amr280022012es.pdf>

et un point en français sur la situation (2011) : <http://www.amnesty.org/fr/region/ecuador/report-2011>



La mobilisation sociale a donc faibli depuis lors, et pendant ce temps tous les recours juridiques suspensifs ont été utilisés par les organisations. Cependant, les peuples de la jungle veulent poursuivre la lutte, d'une autre manière. Si ils ne sont pas écoutés en marchant jusqu'aux bureaux du président, autant rester dans la jungle... et empêcher les machines d'entrer ? Si l'action directe n'est pas (encore) dans les moyens développés par les opposants actuels au pétrole, cela pourrait venir. En fait, lorsqu'on leur demande si ils sont prêts à s'opposer physiquement à l'arrivée des machines, à utiliser la violence et le sabotage, la réponse est simplement : « C'est tout ce qu'il nous reste à faire ! ».

Le gouvernement n'est d'ailleurs plus aussi populaire qu'il y a quelques années, lorsque les gens

croyaient encore à la "Revolución ciudadana" de Correa (Révolution citoyenne, c'est à dire, par les urnes). En juillet 2014, des manifestations importantes se sont élevées contre le nouveau code du travail. En septembre, des émeutes parmi les plus violentes du règne de Correa, ont éclaté à Quito sur fond de revendications sociales. Les peuples de la selva étaient présents et ont imposé le thème de la XI Ronda au coeur de la rage populaire.

La communauté kitchwa de Sarayaku est connue dans tout le pays pour s'être opposé aux compagnies pétrolières depuis plus de 30 ans. Opposée aux gouvernement successifs qui voulaient extraire du pétrole de leur territoire, elle s'est organisé en autogestion depuis la fin des années 1990 et possède école, collège, lycée, université, dispensaire, et réintroduit des espèces en voie de disparition, sans aucune aide de l'état. En 2003, en pleine lutte contre l'oléoduc OCP, le peuple de Sarayaku expulse 400 militaires et 600 ouvriers de compagnies étrangères chargés de sonder le sous sol à l'explosif sur leur territoire. En s'appuyant sur un soutien international, et en déposant une plainte à la CIDH (Cour internationale des droits de l'homme), ils ont pu empêcher les compagnies pétrolières de procéder à la prospection. En 2012, ils gagnent le procès à la CIDH contre l'Etat équatorien pour violation des droits accordés aux peuples indigènes par l'Etat lui même.⁷



Le village de Sarayaku est en état d'alerte permanent depuis l'annonce de la *XI Ronda* et s'affiche comme ennemi du gouvernement Correa. Entre avril et mai 2014, la communauté accueille un député, son assesseur et un journaliste, fugitifs condamnés à faire de la prison pour avoir critiqué Correa.⁸ Le gouvernement est dans l'impossibilité d'intervenir, notamment suite au jugement de la CIDH (qui condamne l'intervention de militaires équatoriens dans le territoire de Sarayaku), et le peuple de Sarayaku se déclare « en alerte maximum ».

Outre le village de Sarayaku, les peuples Shuar, Achuar, Waorani, Kitchwa, Andoas, Sapara et Shiwiar qui composent la province Pastaza se sont unis depuis plusieurs années dans une lutte contre

⁷ CIDH : Voir la sentence du 27 juin 2012 prononcée par la Comisión Interamericana de los Derechos Humanos en faveur du peuple de Sarayaku contre l'Etat équatorien (espagnol) http://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_245_esp.pdf

⁸ Voir l'article en espagnol: <http://www.telegrafo.com.ec/noticias/informacion-general/item/comunidad-sarayaku-protége-a-sentenciados-por-la-justicia.html>

l'invasion des compagnies pétrolières. La déclaration des peuples autochtones contre l'exploitation pétrolière du 8 mars 2012⁹ expose une série d'exigences transmises aux institutions et au gouvernement, aux compagnies et acteurs de l'exploitation pétrolière dans le pays ainsi qu'à la société civile à qui les peuples indigènes demandent de se solidariser avec leur lutte.

Aux responsables nationaux des hydrocarbures, ils ordonnent :

« 5. Nous interdisons de prendre contact avec les organisations autochtones locales et d'entrer dans nos communautés, nous exigeons le respect de notre droit à l'autodétermination et à la décision du NON à l'activité pétrolière.

A la communauté nationale et internationale :

9. Nous lançons un appel à la société civile, aux organisations non gouvernementales et aux organisations autochtones nationales et internationales pour qu'elles soutiennent, s'engagent et se solidarisent avec les Peuples et les Nationalités Autochtones d'Orellana, de Pastaza et de Morona Santiago.

10. Nous exprimons notre solidarité et nous soutenons tous les processus de lutte et de résistance aux niveaux national et international que les Peuples, Nationalités et Collectivités mènent face aux activités d'extraction qui attentent aux droits territoriaux, droits de la Nature et à la souveraineté alimentaire. »



L'ingérence de l'Etat sur leur territoire et dans leur organisation pousse à bout les communautés, qui pour un nombre croissant d'entre elles sont décidées à ne pas laisser entrer les militaires équatoriens ni les compagnies pétrolières.

Le peuple Shuar, notamment, a subi une intrusion de militaires sur son territoire lorsque l'armée équatorienne faisait la chasse aux prospecteurs d'or illégaux. Pour les Shuars, l'extraction de l'or est ancestrale, et ce de manière non industrielle. Lorsque les militaires ont voulu saisir le matériel et emmener les orpailleurs, une fusillade a éclaté. Un Shuar a été tué par les militaires, ce qui relève pour la communauté dont il était membre d'une déclaration de guerre. Ils ont porté plainte pour crime d'Etat. Au sujet du pétrole, le président de la fédération Shuar du Pastaza, Cristobal Jimpikit, a affirmé qu'ils avaient « décidé de ne pas permettre l'accès sur notre territoire aux entreprises extractrices », et déclaré « l'état maximum d'alerte ».

Les exemples sont nombreux. Sur l'île de Sani, une communauté kitchwa de 400 personnes a déclaré pouvoir mourir en combattant les compagnies pétrolières escortées par l'armée. « Nous

9 Voir la Déclaration des Peuples Autochtones contre l'exploitation pétrolière en français: <http://sogip.wordpress.com/2012/03/08/equateur-declaration-des-peuples-autochtones-contre-l'exploitation-petroliere/>

n'entamerons pas le conflit, nous allons simplement les bloquer et ce qui arrivera arrivera. »¹⁰
Il est flagrant de voir que des problèmes similaires concernent les mêmes peuples dans les pays voisins, au Pérou par exemple. En juillet dernier, ce sont plus de 10000 barils de pétrole brut qui se sont déversés d'un oléoduc dans la région de Loreto pour cause de négligence de l'entreprise Petroperú, privant les communautés d'eau potable et de poisson. L'entreprise engagea des adolescents pour nettoyer la jungle souillée, et des maladies apparurent¹¹. Aux abords du même fleuve Pastaza, les Achuar déclaraient : « En 2005 l'entreprise Pluspetrol a acheté les droits à la concession nommée 115, qui comprend une partie du territoire achuar au niveau de la frontière avec l'Equateur. Les communautés du Rio Pastaza continue à refuser toute proposition de Occidental (Oxy, firme yankee) de travailler sur leurs territoires. »



Emeutes de septembre 2014

La colère des opposants a été relancée d'autant plus que le 22 mai 2014, la licence environnementale a été accordée à Petroamazonas, l'entreprise publique d'extraction pétrolière équatorienne, pour forer dans le parc national de Yasuni. Correa a bien promis que l'exploitation se résumerait à 0,1% du parc national, mais l'histoire de l'Equateur prouve à elle seule que l'exploitation du millième d'un espace peut s'avérer pour l'ensemble de l'espace aussi désastreuse qu'une seule goutte de poison dans un organisme. Le 31 mai 2013, une fuite de l'oléoduc SOTE a déversé 11 480 barils dans la province de Sucumbios, contaminant les fleuves Quijos, Coca, et Napo. Quelques jours plus tard, on détectait la pollution au pétrole dans les eaux péruviennes du Rio Napo, en aval¹². La rapidité d'écoulement du pétrole montre à elle seule l'absolue stupidité de l'argument du « 1/1000e ». Ce nouveau projet a ravivé les oppositions, et entraîné dans la lutte des groupes de personnes

10 Article et vidéo de 4' de *The Guardian* (anglais): <http://www.theguardian.com/world/2013/jan/13/ecuadorian-tribe-die-fighting-rainforest>

11 <http://fuckingtonpost.wordpress.com/2014/07/29/cuninico-otro-derrame-de-petroleo-mas-en-la-selva-amazonica-peruana/>
<http://www.biobiochile.cl/2014/07/22/petrolera-peruana-en-crisis-tras-derrame-de-crudo-en-selva-amazonica.shtml>

A l'échelle de l'Amérique latine, voir sur la lutte des peuples indigènes au Nord-Est du Pérou contre Pluspetrol, le court métrage *Unidos* :

<https://www.youtube.com/watch?v=k7y41s53Eic#t=24>

Sur les activités de Petrobras (Brésil) partout en Amérique latine, *Petrobras, ¿integración o explotación?*, Jean Pierre Leroy et Julianna Malerba, disponible ici : <http://www.llacta.org/textos/yasuni-petrobras.pdf>

12 http://peru21.pe/actualidad/petroleo-derramado-rio-ecuadoriano-llego-loreto-2134275?href=nota_rel
Comble de l'histoire, ce sont des entreprises états-uniennes qui sont venues « nettoyer » les dégâts :
<http://peru21.pe/actualidad/ecuador-contrato-compania-eeuu-derrame-petroleo-2134551>

n'appartenant ni aux partis, ni aux organisations.

Les entreprises de la *XI Ronda Petrolera* n'ont pas encore commencé à forer, mais des sources affirment qu'elles prospectent secrètement. Quand au parc Yasuni, Correa a prévu le début des travaux début 2016. La difficulté, pour les peuples, sera sans doute de rester unis et persévérants face aux tentations apportées par les promesses du pétrole. Correa mène depuis plusieurs années une campagne de communication acharnée basée sur le fait que les entreprises seront davantage taxées qu'auparavant. Il fait miroiter un meilleur niveau social, de nouvelles infrastructures scolaires ou plus de moyens médicaux dans les communautés.



Parque Yasuni

En réalité, beaucoup sont conscients de la corruption qui rampe dans les institutions étatiques et que ce n'est pas en créant de la richesse dans une économie capitaliste que l'on améliore le niveau de vie des plus modestes. Dans les zones « sacrifiées », on constate en effet une augmentation de la corruption, de l'alcoolisme, de la violence et de la prostitution. Les opposants ne veulent d'ailleurs pas s'arrêter à une simple critique locale des entreprises pétrolières et des politiques qui marchent avec elles, mais parvenir à un rejet global du système économique colonialiste et impérialiste. Et à internationaliser la révolte. Comme une rumeur qui monte, forte d'une diversité qui ne veut plus devoir passer par des cadres ou par des partis pour lutter et se faire entendre. Une forme de Résistance quotidienne, bruyante et sauvage, opposée par essence à tout projet inutile et dévastateur, à toute attaque contre la Terre et contre les peuples qui y vivent.

En réaction à l'annonce de Correa d'exploiter le Yasuni, mais seulement sur 1/1000e de sa superficie pour préserver l'intégrité du parc, des géographes du monde entier réagissent en démontrant la bêtise d'un tel argument.

Manifeste des géographes pour le Yasuni : Le 1/1000e n'existe pas

Face à l'annonce de l'exploitation pétrolière du bloc 43 de l'Amazonie équatorienne, aussi connue comme Bloc Ishpingo-Tiputini-Tambococha (ITT), et face au discours pro-exploitation qui assure que seulement un millième de la superficie du parc national Yasuni (PNY) sera concerné par l'extraction, les personnes qui signons ici bas considérons que :

- Le Yasuni est un lieu de considération territoriale spécifique, tant pour être le lieu de vie des Peuples Indigènes dits en isolement volontaire, Tagaeri-Taromanani, que pour être un des endroits les plus riches en biodiversité au monde, et pour cela l'exploitation pétrolière serait contraire aux droits de la nature et aux droits territoriaux des peuples indigènes établis par la constitution de l'Equateur en 2008.
- La forêt humide tropicale amazonienne qui comprend le Bloc ITT compte avec une énorme diversité de milieux au sein desquels les espèces interagissent d'une façon unique. Les forêts de terre ferme abritent des espèces différentes à celles des forêts inondées où les plantes vivent en contact permanent avec l'eau, où une infinité de micro-habitats se forment dans les troncs et les branches des arbres, dans les trous ou sur le sol, sur les berges des fleuves, ect... Chacun de ces espaces se connecte avec les autres par des réactions en chaîne et des flux de nutriments, qui sont profondément affectés par l'installation de machines industrielles du type requis pour l'industrie pétrolière.
- L'exploitation dans un endroit comme celui ci se base sur une vision simpliste qui oublie des affectations possibles vue la complexité du lieu, considérant uniquement la variable du nombre d'hectares déforestés et se présentant comme la vérité à travers des études techniques spécialisées. A la manière d'une manœuvre idéologique, postulant d'une fiabilité absolue de la technologie qui coupe tout débat démocratique. Et cependant, on rapporte officiellement un écoulement de pétrole chaque semaine en 2013. Pour cela, nous considérons que le principe de précaution établi dans la constitution de 2008 doit être la base dans la décision vis à vis de l'exploitation pétrolière dans le PNY.
- Le 1/1000e est un mythe parce qu'il existe déjà cinq blocs pétroliers au sein du PNY qui sont exploités par des entreprises chinoises, espagnoles et équatoriennes avec des impacts renseignés sur les peuples indigènes et sur l'environnement, des complexes qui pourtant ont commencé à extraire, et qui ont maintenu ou amplifiés leur production dans les dernières années. De plus, tout le sud de l'Amazonie équatorienne, limitrophe au PNY, fait face maintenant à la XI Ronda Petrolera, la plus grande extension de la frontière pétrolière dans l'histoire du pays qui affecte sept nationalités indigènes dans un processus qui ne respecte pas la consultation préalable, libre et informée établie par la Convention 169 de l'OIT.
- Le 1/1000e est de plus la simplification d'une réalité complexe, puisque les trois phases du pétrole (sismique 3D, exploration et exploitation du pétrole) impliquent le bruit causé par la détonation d'explosifs, l'usage de moteurs, la contamination de l'air par la combustion du gaz, des risques énormes d'écoulement pendant l'extraction et le transport du brut, pendant le traitement et dans la ré-injection d'eaux en formation. L'ouverture de routes implique en outre, à moyen et long terme, une augmentation de la chasse et de la taille illégales, associées à un processus progressif de colonisation agraire, en l'absence d'une réforme qui répartisse la terre dans les espaces plus densément peuplés du pays. De plus, il existe une large gamme de risques pour la santé, d'impacts sociaux et culturels dérivés de l'exploitation pétrolière.

- Les peuples Tagaeri-Taromenani qui habitent le bloc ITT et le reste du PNY ont une forme de peuplement étendu, avec une forte dépendance matérielle et symbolique à la Nature. Avec le projet d'exploration de l'ITT, nous envahissons leur territoire sous le mythe de l'« Amazonie vide », qui considère que les territoires ancestraux indigènes ne sont à personne, et disponibles pour les activités extractives. De cette manière, l'espace territorial nécessaire aux peuples amazoniens se réduit, ce qui provoque un risque élevé d'ethnocide.
- Le projet d'exploitation pétrolière dans le PNY se fonde également sur le mythe du développement comme solution à la pauvreté, alors qu'il convient justement de se demander si ce n'est pas ce modèle de développement basé sur la croissance économique, celui qui prime l'accumulation de capital, qui est justement la cause de la pauvreté et des inégalités sociales que nous vivons en Equateur. C'est ce qui apparaît précisément évident en observant l'exploitation pétrolière dans le pays qui depuis des décennies fait subir un modèle territorial de dévastation sociale, environnementale, économique et culturelle, débutée avec l'entreprise états-unienne Chevron-Texaco.
- Les droits économiques et sociaux niés durant des décennies à une bonne partie de la société équatorienne ne peuvent pas être restitués à travers la violation des droits des peuples amazoniens, avec lesquels il existe aussi une énorme dette écologique et sociale-historique. Les solutions passent par questionner ce modèle hégémonique de développement et de la restitution de la dette historique contractée par un système capitaliste global et ses classes dominantes en Equateur et dans le reste du monde.

Pour tout cela, nous voulons poser un regard territorial sur le PNY qui porte à considérer que ce lieu ne peut pas être exploité par une civilisation pétrolière, qui au contraire doit être remise en cause au niveau mondial.

Version complète en espagnol avec cartes et schémas :

<http://geografiacriticaecuador.files.wordpress.com/2014/04/colectivo-geografia-critica-en-defensa-del-yasuni.pdf>



GUATEMALA - CRIONS VICTOIRE A LA GUEULE DU MONSTRE MONSANTO



**NO A LA LEY
MONSANTO
GUATEMALA**

- Le 4 septembre, après dix jours de manifestations contre l'expansion du géant en biotechnologies Monsanto au Guatemala, des groupes indigènes rejoints par un mouvement composé de syndicats, de fermiers et d'organisations de femmes ont remporté une victoire lorsque le Congrès refusa finalement une loi qui avait été approuvée en juin.

Cette loi sur la protection des variétés des plantes, renommée "loi Monsanto", aurait donné un monopole exclusif des semences commercialisées aux compagnies transnationales. Elle aurait ouvert le marché aux semences génétiquement modifiées qui auraient menacé de remplacer les semences naturelles et leur diversité. Cela aurait créé un déséquilibre entre les compagnies transnationales et les producteurs locaux du Guatemala où environ 70% de la population dédie sa vie à l'activité agricole locale.

Plus précisément, la loi aurait imposé aux cultivateurs d'utiliser les semences de Monsanto, génétiquement modifié, et leur interdisait d'utiliser des semences naturelles. En ayant dans ses champs des plantes issues de semences naturelles, y compris accidentellement (par pollinisation ou sous l'effet du vent), un agriculteur se serait mis hors la loi. A moins qu'il s'agisse de semences délivrées par un concurrent de Monsanto et qu'il paye la licence qui l'y autorise.



Il va de soi qu'avec un tel monopole, Monsanto aurait fait monter le prix des graines, ce qui aurait probablement causé une crise alimentaire dans un pays qui souffre déjà de malnutrition.

La loi a été approuvée en juin sans discussion préalable, sans information ni participation de ceux qui en auraient été les plus affectés. C'est une conséquence directe de l'accord de libre marché avec les E.U. ratifié en 2005. D'abord le gouvernement ignora les manifestations et engagea des mesures superficielles de charité telles que l'aide à la provision alimentaire, laissant de côté les facteurs structurels qui causent et perpétuent la pauvreté, l'inégale répartition des terres, les inégalités profondément ancrées, le racisme, pour n'en nommer que quelques uns.

Cependant, la protestation s'est amplifiée récemment. Les opposants ont dénoncé le fait que la loi transgressait la constitution et les droits des peuples Mayas à la culture traditionnelle de leur terre sur leurs territoires ancestraux. Le 2 septembre, les communautés de Solola, une région montagneuse, à 125 kilomètres à l'ouest de la capitale, ont pris les rues et bloqué différents accès routiers. Pendant plus d'une semaine avant le vote, les manifestations se concentraient à l'extérieur du congrès et de la cour constitutionnelle, et coïncidait avec les actions en justice de plusieurs communautés et organisations Mayas qui défendaient la souveraineté alimentaire, dans le but d'empêcher le Congrès et le Président Otto Perez Molina d'appliquer la nouvelle loi.



Cette victoire s'est construite dans un contexte de lutte sociale pour le droit à l'existence des peuples autochtones. Les conflits violents sont récurrents au Guatemala, tant les attaques de la civilisation industrielle sont rudes. Les projets de mines ou de barrages hydro-électriques se multiplient, et bien souvent les communautés tentent d'empêcher la réalisation des méga-projets. Mais le gouvernement, vendu aux multinationales, saigne la Résistance régulièrement. En aout, trois hommes ont été tué par la police envoyée pour expulser une communauté d'Alta Verapaz qui luttait contre l'installation d'une usine hydro-électrique.



Nim Sanik, Maya Kaqchikel de Chimaltenango:
 "Le combat pour préserver la propriété collective des communautés mayas telles que les semences végétales, qui ont été historiquement source du développement et de la survivance des peuples mayas, est un moyen de faire face aux portes que le gouvernement néolibéral a largement ouvert aux corporations nationales et transnationales qui modifient génétiquement et commercialisent l'alimentation de l'Humanité. Nous avons seulement fait le premier pas d'une longue journée de lutte pour conquérir la souveraineté du peuple au Guatemala."



Réécrit depuis Intercontinental Cry:

<https://intercontinentalcry.org/mayan-peoples-movement-defeats-monsanto-law-guatemala-25564/>

<http://vocesmayas.aler.org/?p=1894>

Libération Animale!

...BRÈVES...

Orte (Viterbo, Italie): Libération de lapins et de volailles destinées à l'abattoir

Une fois, un activiste de la libération animale de longue date a écrit que ces vingt dernières années, le nombre de personnes végétariennes et vegans a incroyablement augmenté, mais que le nombre d'activistes est resté le même. Cela nous a fait réfléchir, et il nous a semblé juste de faire revenir la libération animale à son sens véritable : libérer les animaux. Une nuit de novembre, **nous avons rendu visite** à un petit élevage d'Orte (dans la province de Viterbo), avons ouvert les portes des cages qui retenaient une dizaine de lapins, pour leur offrir la liberté. Nous avons ensuite ouvert le poulailler et emmené avec nous une dizaine de dindes et d'autres volatiles. Dédié à celles et ceux réellement actifs dans la réalité, avec les moyens et les formes que chacun-e préfère, et non pas sur les réseaux sociaux virtuels !

Gourdon (France): Attaque contre une entreprise productrice de foie gras



Le 11 novembre, notre équipe a utilisé des engins incendiaires contre les camions et voitures de l'entreprise VALLETTE à Gourdon, en France. Nous avons placé un système à gaz dans la cabine du camion près du bâtiment. Cette entreprise française torture et assassine des canards afin de produire du foie gras. Nous voulons mettre fin à cette horreur.

La prochaine fois, ce seront leurs bâtiments que nous prendrons pour cible...

ALF France

Angleterre: 31 dindes libérées d'un élevage

31 dindes ont été libérées d'une ferme dans le sud de l'Angleterre et vivront leurs vies loin de la peur et de la souffrance.

Cette action est dédiée à notre camarade Debbie Vincent et à ses co-inculpés dans l'affaire des 3 de **Blackmail**.

Solidarité avec tou-te-s les prisonnier-e-s de la libération animale.

Jusqu'à ce que tous et toutes soient libres

Soutenez les inculpés de l'affaire Blackmail3:

<http://blackmail3.org/>

<http://www.airsouffrance.fr/blackmail3/20140124.html>

<https://www.facebook.com/SoutienBlackmail3>



www.blackmail3.org

Neuf points sur pourquoi il est nécessaire de tout bloquer

*Les flics flinguent des gamins et le spectacle continue.
Le marché immobilier s'effondre et le spectacle continue.
Les écosystèmes sont détruits et le spectacle continue.
Les marchés déterminent le prix de nos vies
Et soumettent l'enseignement à leurs besoins.
Bloquons ce mécanisme.
Bloquons tout.
Commençons par le début.*



1. Dans une ville dans laquelle la vie est basée sur le commerce et sur l'échange de biens, bloquer tous les circuits commerciaux revient à interrompre la normalité. Vous pouvez dire : "Ça va être gênant."

Nous répondons que nous ressentons beaucoup plus d'inconfort lorsque l'on prétend qu'il est tout à fait normal que des flics assassinent des adolescents noirs et que les banques et les multinationales décident de notre futur. Quand l'insécurité à propos de la vie se transforme en peur. Quand les dernières limites de la dévastation sociale et environnementale sont sur le point d'être atteintes.

2. Une manifestation spontanée de 200 personnes chaque jour génère plus de problèmes qu'un gros événement organisé de 20.000 personnes une fois par lustre. C'est tout la différence entre l'efficacité et la participation vide.

3. La multiplicité des formes de lutte et des moments de conflit depuis le bas nous rend moins contrôlables. De cette façon, il n'est pas possible de nous faire rentrer dans les voies prévues ou de nous taxer de soutenir partis politiques ou syndicats. Au contraire, nous devenons plus agiles et moins prévisibles. Nous acquérons une richesse de pensée et d'action.

4. Nous vivons dans une société frénétique où la logique de l'économie détermine le rythme de la vie. Production-profit-rapidité dans le parcours scolaire, au travail, au supermarché. Les êtres humains sont des débris abandonnés aux flux des échanges commerciaux, des corps isolés dans des réseaux virtuels, incapables de comprendre où nous allons. Réjouis par les confortables ondes du spectacle, occupés par le fait de courir derrière de faux besoins et le mirage d'une promotion de carrière, nous sommes désormais incapables de saisir la possibilité d'un changement réel. Il est donc urgent que nous nous arrêtons. Nous devons arrêter ce spectacle qui nous écrase.

5. Bloquons tout (des écoles aux rues) pour pouvoir enfin respirer et mettre fin à cette course au profit et à la mort, pour voir les choses depuis une perspective différente, une perspective de surprise et de plaisir en faisant l'expérience partagée d'une liberté inattendue. Créons l'auto-organisation et étendons le conflit pour pouvoir récupérer notre force et nos esprits avant de commencer à inverser la course.

6. Un blocage inattendu et joyeux est un instrument de provocation. C'est un instrument de sabotage des mécanismes d'une machinerie sociale qui nous veut indifférent-e-s au monde qui nous entoure et insensibles à nos passions.

7. Sortir dans la rue veut aussi dire se réapproprier tous les espaces urbains qu'ils nous refusent, se déplacer à travers la ville et rencontrer d'autres réalités sans créer de nouveaux dogmes.


8. Si l'économie bloque la libre circulation des personnes et de la connaissance, nous voulons bloquer l'économie par la libre et naturelle circulation des personnes et par la connaissance. C'est-à-dire : si leur économie a pour objectif de piller et de détruire nos vies, notre objectif est de détruire leur économie et de reprendre ce qui nous appartient.

9. Le blocage n'est qu'un moyen parmi d'autres. Il n'y a pas de voie toute tracée vers la victoire ; Au contraire, de nombreux chemins sont à explorer. Nous laissons les tuyaux d'écoulement à ceux qui afflueront bientôt dans des luttes compatibles avec le Pouvoir. Nous laissons les égouts à ceux qui surferont sur la vague de la protestation avec pour seul but de rajouter de l'eau à leur moulin politique.

Nous préférons le grand large.

Répondons les blocages et les occupations, pour Mike Brown, et pour chacun-e d'entre nous.

texte trouvé sur Contra Info



"Vous ne trouverez pas dans cette salle les mots pour raconter cette nuit de mai. Vous utilisez la langue d'une société habituée aux armées, aux conquêtes, aux vexations.

Les attaques militaires et paramilitaires, la violence aveugle, les armes de guerre appartiennent aux États et à leurs émules.

Nous, nous avons lancé notre cœur au-delà de la résignation.

Nous avons jeté un grain de sable dans l'engrenage d'un progrès dont le seul effet est l'incessante destruction de la planète sur laquelle nous vivons.

J'étais présente cette nuit-là, et la voix féminine qui a été interceptée est la mienne.

J'ai traversé une partie de ma vie
aux côtés de tous ces hommes
et de toutes ces femmes qui
opposent un non sans appel
à une idée qui dévaste le monde.

J'en suis fière, et heureuse."

Chiara.

Déclaration de Chiara en préambule de son procès pour le sabotage de Chiomonte, sur le chantier de la LGV Lyon-Turin, en compagnie de Niccolo, Claudio et Mattia.

